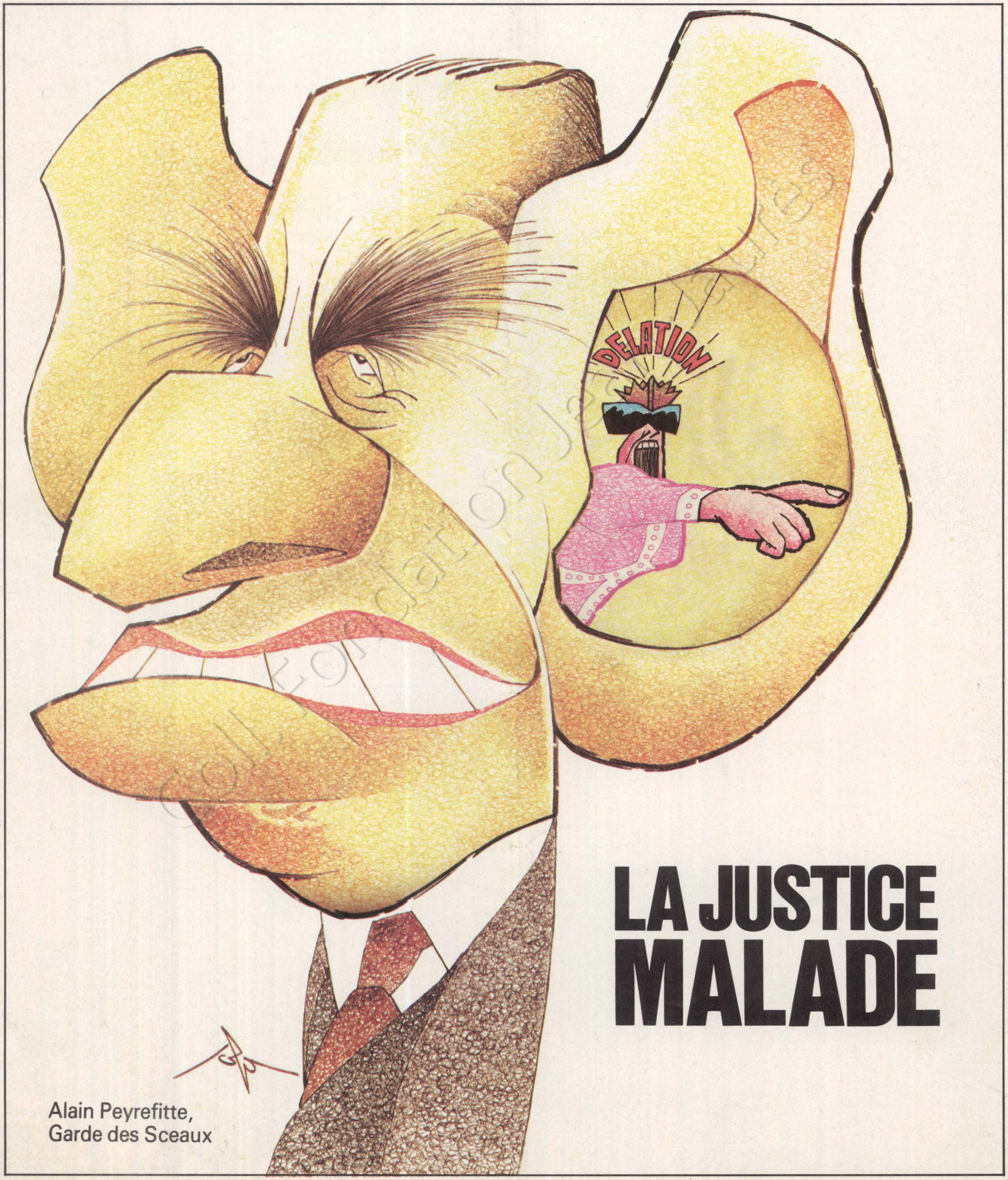
l'unité

N° 281 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 3-9 février 1978



LA JUSTICE MALADE

Alain Peyrefitte,
Garde des Sceaux

“Une mémoire neuve de ma propre existence”



Jean-Jaurès

sommaire

FRANCE

4

LA JUSTICE MALADE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

6

LA REPONSE DE LEON BLUM A RAYMOND BARRE

7

L'EDITORIAL DE CLAUDE ESTIER

ELECTIONS 1978

8 à 16

JEUNE, SOUVENT MAIRE ET SOCIALISTE

Angoulême : Le règne de « not'maître » est fini

Rennes : Un maire exemplaire, et bien placé

Romorantin : La Sologne n'est plus la chasse gardée de la droite

Châlons-sur-Marne : La plus jeune député ?

Saint-Chamond : Après Pinay, Badet

Valence : Jamais deux sans trois

Briey : Un ouvrier en permission de campagne

Dole : Un médecin socialiste contre... Barbier

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

22

CETTE SEMAINE EDMOND MAIRE REPOND AUX QUESTIONS DE MICHELE KESPI



Paris 17e : Chantal, pour la qualité de la vie.

Une nouvelle génération de responsables, par Gérard Le Gall



21

MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

SYNDICATS

24

C.G.T. : UN MALAISE SALUTAIRE

25

FEN : LES OUVERTURES D'ANDRE HENRY, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

MONDE

26

TUNISIE : L'AUTOMNE DU PATRIARCHE, PAR FRANCIS PISANI



LIVRES

28

JACQUES ATTALI, UNE EXPLICATION LUMINEUSE DE LA CRISE, PAR PIERRE URI

PHOTOS ET DESSINS :
A.f.p. (pages 6, 9), Barrigue (pages 5, 22), Bodis (page 11), Cagnat (pages 6, 8), Coureuil (page 27), Yves Gallois (Page 31), Keystone (page 32), Pascal Lebrun (pages 9, 11, 15, 13, 22, 29, 31, 32), Schatzberg (pages 17, 20), Solo

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin, Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liègeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

Fonds Jean-Jaurès

LA JUSTICE MALADE

Célèbre pour son manque de sang-froid pendant les événements de mai 1968, Peyrefitte récidive en utilisant sans vergogne l'appel à la délation « au nom du salut de la démocratie et des libertés »

"LA violence qui s'abat aujourd'hui sur quelques-uns pourrait s'abattre demain sur d'autres. Sur vous qui m'écoutez... » Le ton est inquiétant, le visage inspire l'angoisse : un frisson parcourt l'assistance. Brillante mise en condition de spectateurs venus assister aux derniers exploits de Frankenstein en Transylvanie ? Pas du tout. Il s'agit d'une déclaration publique d'un écrivain célèbre, politicien musclé, ministre de la Justice et, de surcroît, Premier ministre par intérim. Au nom du « salut de la démocratie et des libertés en France », Alain Peyrefitte conclut son message par un vibrant appel au peuple. Il le convie à une collaboration sans restriction avec la police en quête d'un baron belge milliardaire, victime d'un rapt odieux, et à la poursuite d'un assassin dangereux en cavale.

Une confusion ne se serait-elle pas produite dans le fertile subconscient de l'académicien ? Pilier du régime, n'a-t-il pas mêlé la menace bien réelle qui pèse sur la « majorité » vieillissante avec deux faits divers sordides dont, tout en les condamnant fermement, nul ne saurait affirmer qu'ils mettent en péril la République ou la liberté de nos concitoyens ?

Rien n'autorisait non plus Peyrefitte à ajouter, à la sortie du Conseil des ministres du 25 janvier : « Il faut la délation pour les criminels, cela fait même partie du Code. » D'abord, parce que le Code ne la prévoit pas. Il prescrit simplement la dénonciation des criminels, ce qui n'a rien à voir. Ensuite, parce que nul n'est censé connaître le droit comme un ministre de la Justice, et le français comme un académicien. Or, la délation désigne, selon le dictionnaire, « une dénonciation inspirée par des motifs méprisables ».

Tandis que Peyrefitte donnait cette noble consigne, tout un dispositif policier se mettait en place. Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, lundi dernier on pouvait dresser ainsi le bilan de cette opération — qui n'a permis de retrouver ni Empain ni Maupetit : « Dans les onze départements qui entourent Paris, 2 760 barrages et patrouilles ont été effectués, 135 000 véhicules et 198 000 personnes visités par 13 800 policiers et gendarmes. »

Que le ministre de l'Intérieur cherche — à grands frais — à damer le pion de son homologue d'Allemagne fédérale est une chose. Mais qu'il viole la loi pour y parvenir en est une autre. Peyrefitte aurait dû le lui faire remarquer et mettre un terme à des pratiques telles que la fouille des véhicules. Il s'en est bien gardé. Pourtant, cela faisait partie des « projets scélérats » de Michel Poniatowski que le Conseil constitutionnel a rejetés. Dès lors, la fouille des coffres n'est légale que sur présentation d'une commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction à un officier de police judiciaire et dans le cadre des heures légales (de 6 heures à 21 heures). A moins que les policiers n'agissent en flagrant délit. Mais le flagrant délit désigne le délit qui vient de se commettre. Il fait référence à une proximité dans le temps et dans l'espace. Or, le baron Empain a été enlevé dans Paris le 23 janvier. L'interprétation extensive du flagrant délit dont nous sommes témoins aujourd'hui est donc abusive et vient d'être dénoncée comme telle par le Syndicat de la magistrature.

Surveillance et souricière

Ajoutons que, huit jours après l'enlèvement, aucune information judiciaire n'avait encore été ouverte. Est-ce volonté en haut lieu de « ne pas se mettre dans les pattes un juge d'instruction » plus soucieux du respect de la loi ? Le mot aurait été prononcé. Malheureusement pour Peyrefitte, face au déploiement impressionnant du dispositif policier, les magistrats, syndicats ouvriers et partis de gauche ne sont pas seuls à s'interroger tout haut. Les policiers eux-mêmes affichent leur scepticisme et leur inquiétude.

Henri Buch, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (70 % des policiers en sont adhérents), relève que l'état d'urgence — et pour cause — n'a pas été décrété. Il pense que « pour un simple citoyen on n'aurait pas agi de même ». Mais, pour ne pas choquer l'opinion devant le traitement particulier réservé au baron Empain, « on a cherché à joindre aux recherches déclenchées après son enlèvement l'affaire Maupetit ». Comme pour confirmer cette impression, le porte-parole du ministère de l'Intérieur a précisé mercredi dernier que les contrôles policiers seraient maintenus malgré l'arrestation en douceur de Maupetit, le 31 janvier au soir dans un bar de Valence (Drôme). Arrestation au demeurant sans lien avec les barrages, mais intervenue à la suite d'une longue surveillance et de la mise en place d'une souricière. S'interrogeant sur le but véritable d'une opération qui pourrait être surtout destinée à « impressionner la population ». Buch ne cache pas son souci : « Si ce plan se prolonge trop, c'est au détriment de la sécurité de tout le public. Parce que, pendant ce temps, les policiers ne font plus les tâches courantes. » Aussi dans deux télégrammes adressés à Barre et Bonnet le 1er février la Fasp demande-t-elle la relève du dispositif policier et l'arrêt des perquisitions illégales « contraires aux libertés individuelles ».

La Fédération des policiers C.g.t. a également dénoncé, le 25 janvier, à l'occasion de son congrès, ces grandes manœuvres policières qui « permettent de développer des actes illégaux, notamment dans la pratique de la fouille des véhicules que le Parlement vient de refuser de légaliser... Cela se concrétise par une mise en condition de l'ensemble des populations et des fonctionnaires de police, et par la préparation psychologique qui entraîne vers une accoutumance aux actes illégaux ».

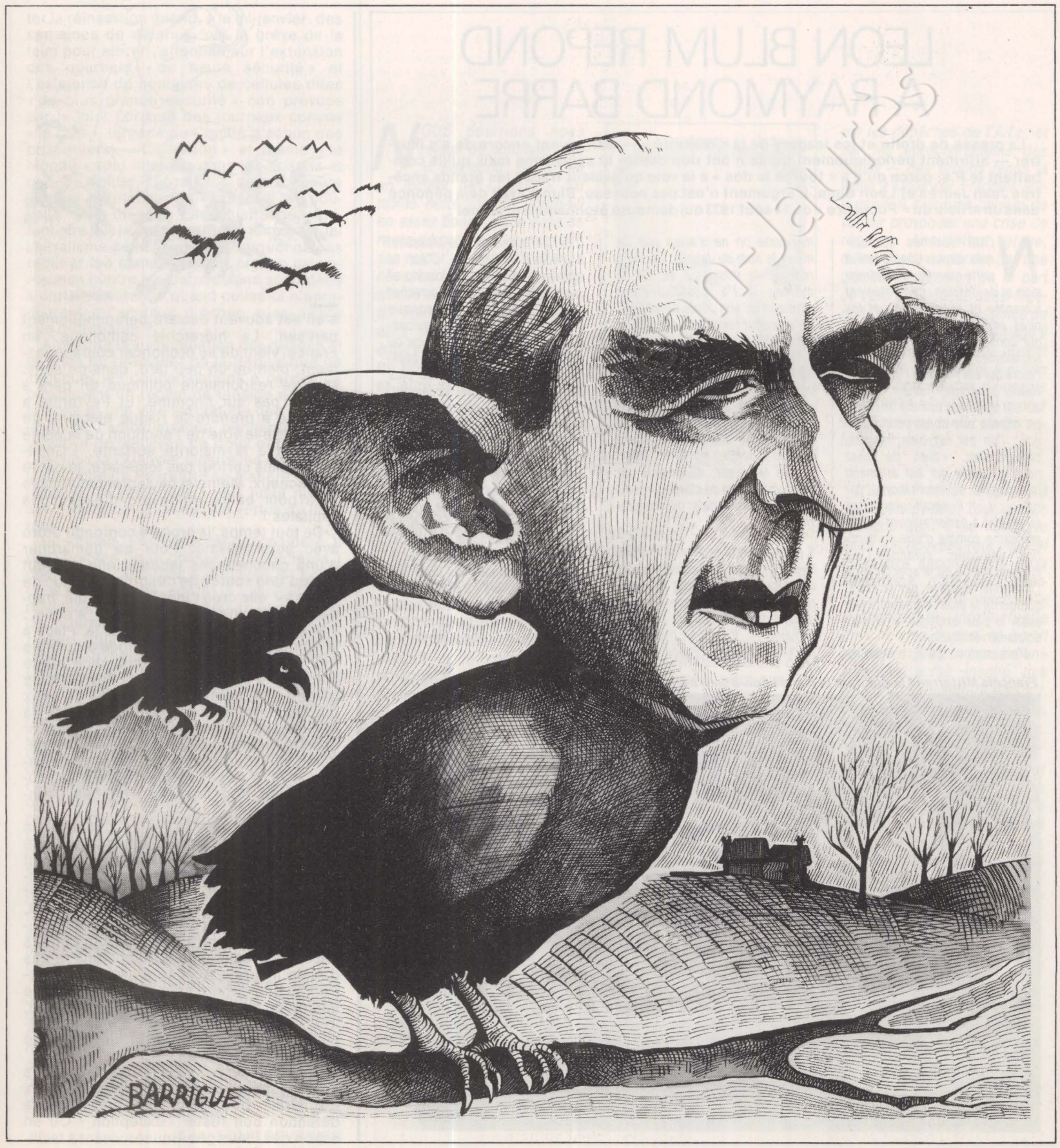
Ces réactions mesurées frappent par leur contraste avec les propos abrupts de Peyrefitte. Bien que depuis mai 1968 (il était alors ministre de l'Education nationale) l'actuel garde des Sceaux ne passe pas pour quelqu'un qui sache conserver son sang-froid ou à qui il faille accorder grand crédit lorsqu'il réagit à chaud, doit-on mettre ses écarts de langage sur le compte d'une bavure ? C'est malheureusement peu probable. Nous ne sommes plus en 1968, et la France ne connaît pas non plus une situation politique et criminelle à l'italienne. Même si la criminalité dans notre pays reste préoccupante, rappelons à Peyrefitte qu'en janvier 1977 le bulletin d'information du ministère de l'Intérieur, citant Michel Poniatowski, se réjouissait d'une baisse d'environ 9 % de la criminalité globale en 1976, ajoutant même dans son titre : « Les meilleurs résultats depuis quinze ans. »

Lorsqu'il met, après tant d'autres, l'accent sur l'insécurité, Peyrefitte favorise sciemment l'inquiétude et l'excitation. En développant le contrôle policier et en consacrant le Conseil des ministres du 1er février à l'examen du phénomène de la violence, le gouvernement affecte d'apporter des réponses à l'angoisse suscitée.

La main sur le cœur

Réponses ambiguës. Les propositions avancées par le rapport du Comité d'études sur la violence — qu'a présidé Peyrefitte — ne vont pas au fond du problème. Faut-il s'en étonner ? Pour le résoudre, il faudrait mettre en œuvre de profondes réformes de structure. Elles dépassent de loin les limites étroites envisagées mercredi et dont ne peut sortir le « libéralisme avancé » sans se remettre lui-même en cause.

Peyrefitte en a encore fait récemment une autre démonstration. Le comité qu'il présidait s'est prononcé pour l'abolition de la peine de mort. La main sur le cœur, il


BARRIGUE

LEON BLUM REPOND A RAYMOND BARRE

La presse de droite et les leaders de la « majorité » — Barre vient encore de s'y illustrer — affirment périodiquement qu'ils n'ont rien contre le socialisme mais qu'ils combattent le P.S. parce qu'il a « tourné le dos » à la voie qu'avaient tracée les grands ancêtres Jean Jaurès et Léon Blum. L'argument n'est pas nouveau. Blum l'avait déjà dénoncé dans un article du « Populaire » du 14 août 1933 qui demeure étonnamment actuel :

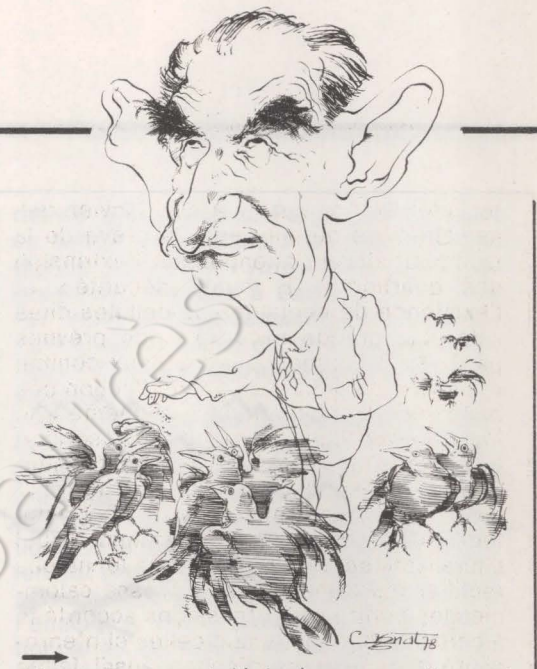
NOUS sommes accoutumés depuis longtemps à cette manœuvre de diversion et de division, généralement fomentée et encouragée par les pires ennemis du socialisme, et qui consiste à dire il y a deux socialismes, l'un qui est bon, l'autre qui est mauvais l'un qui est vivant, généreux, humain, l'autre qui est rigoureux comme un calcul ou comme une construction logique ; l'un qui est bien français, bien-pensant, « bien de chez nous », l'autre qui est allemand par origine et international par nature. (...) Il serait prodigieux qu'on vînt à parler aujourd'hui du marxisme comme d'une conjonction démodée, surannée, au moment même où le spectacle de l'humanité, désolée par la crise, qui fournit la plus poignante, mais aussi la plus évidente et la plus éclatante vérification.

Mais, surtout, qu'à ce décri du marxisme on ne s'avise pas de mêler le nom de Jaurès. Jaurès a repensé le marxisme et, par là même, il l'a profondément empreint de son génie personnel. Il l'a surtout rectifié et amplifié, il l'a animé d'un souffle, et, si, je puis dire, d'une intention d'« intelligence » et de sensibilité qui lui était propre. Mais Jaurès n'a jamais varié une seule minute dans son adhésion complète et sans réserve aux thèmes essentiels de la pensée marxiste : théorie de la valeur, dialectique de l'histoire, action de classe, organisation internationale du prolétariat.

(...) Quand « le Temps » cherche à inspirer aux honnêtes radicaux français le dégoût et l'horreur de notre maléfique parti — c'est-à-dire cinq ou six fois par semaine — il nous traite de marxistes et non de socialistes. C'est au marxisme que Mussolini a déclaré la guerre. C'est le marxisme que Hitler, Goering et leurs bandes prétendent arracher du sol allemand. Quiconque s'attaque au socialisme, quiconque veut le tourner en dérision ou en faire un objet de haine, le qualifie de marxisme. Raison de plus pour relever orgueilleusement, comme jadis les gueux de Guillaume d'Orange, le nom sous lequel on prétend nous railler ou nous accabler. Oui, nous sommes marxistes, oui, nous sommes internationalistes. Nous savons parfaitement à quoi cette profession de foi nous expose. Nous savons que les ennemis du socialisme continueront comme par le passé à dénoncer en nous les sans-patrie, les traîtres. Peu importe, pourvu qu'aucun socialiste ne leur prête, par ses imprudences, un involontaire appui.

François Mitterrand inaugurant la place Léon-Blum, à Marseille en compagnie de Gaston Defferre.





s'en est souvent déclaré personnellement partisan. La hiérarchie catholique, en France, vient de se prononcer courageusement, bien qu'un peu tard, dans ce sens. Mais le responsable politique en péril a pris le pas sur l'homme. Et Peyrefitte a renoncé à prendre le risque électoral de soumettre le vote de l'abolition de la peine de mort à la majorité sortante. « Généreux » mais surtout pas téméraire, le garde des Sceaux. Même si ce septennat semble parti pour battre un record d'exécutions capitales !

De tout temps, la droite a confondu ordre avec autoritarisme. Pour se démarquer d'une gauche dans laquelle elle ne veut voir qu'une source de désordre — sinon de chaos —, elle crée l'inquiétude ; puis, frappant du poing sur la table, s'écrie : « Rassurez-vous, nous sommes là. Place à la répression ! » Chaque période électorale fournit une nouvelle démonstration de ce méprisable stratagème. Ainsi Peyrefitte se garde-t-il de démentir les propos de ceux qui, lui faisant écho, s'inquiètent de la montée de la violence pour dénoncer ensuite un prétendu laxisme de la Justice. Selon un sondage du « Nouvel Observateur », 78 % des Français trouvent le gouvernement trop libéral envers les délinquants.

Qu'en est-il dans la réalité ? Jamais les prisons n'ont été aussi pleines. Alors que l'on considère depuis six ans qu'il ne faut pas dépasser le plafond des 30 000 détenus, il en a été recensé 34 544 au 1er décembre 1977 — contre 26 000 en 1974. Parmi ceux-ci on a dénombré 15 000 prévenus qui, attendant d'être jugés, n'ont pas encore été condamnés. Rappelons le cas d'Alain Mauroy. Accusé d'avoir « séquestré » sa grand-mère pour revoir sa mère, ce garçon de vingt-deux ans a été condamné, le 25 janvier, à dix-huit mois d'emprisonnement... après quarante et un mois de détention préventive !

Où sont donc passées les consignes des prédécesseurs de Peyrefitte rappelant aux magistrats que, pour les prévenus, la détention doit rester l'exception ? Où en est-on des idées généreuses visant à facili-

ter la réinsertion quand, à la mi-janvier, des centaines de détenus font la grève de la faim pour attirer l'attention sur l'extension des quartiers « de haute sécurité » et l'existence de centaines de cellules dites « de plus grande sécurité » non prévues par la loi ? Lorsque des journaux comme « le Cap », (organe du Comité d'action des prisonniers), « Libération » et même « le Monde » sont interdits dans les prisons et que Peyrefitte « légalise » cette censure illégale en étendant à la presse les pouvoirs dont dispose l'administration pénitentiaire sur le courrier des détenus, à quel libéralisme se réfère-t-il ? Pourquoi ne pas rectifier les campagnes de presse calomnieuses contre les permissions accordées à certains détenus quand celles-ci n'enregistrent qu'un taux d'échec aussi faible que regrettable ?

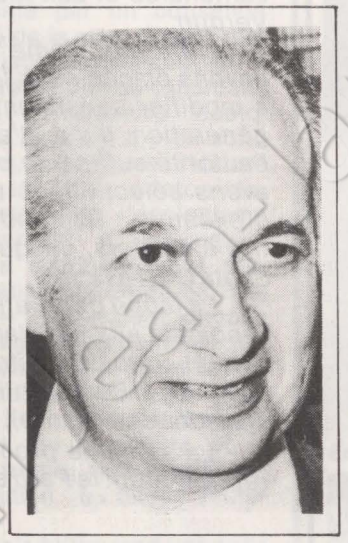
Alors que la surpopulation des prisons et le refus du président de la République de commuer les condamnations à perpétuité provoquent un regain de tension dans les prisons et une vive inquiétude des surveillants de l'administration pénitentiaire, la tentative désespérée de deux détenus de Clairvaux le 29 janvier illustre les méfaits de la politique de Peyrefitte en matière de criminalité. Ils ramènent à leur juste niveau ses propos de salon sur les vertus du libéralisme.

Désormais, Peyrefitte est déconsidéré. Il est l'homme de la chasse aux sorcières : contre des candidats socialistes à l'Ecole de la magistrature, contre le Syndicat de la magistrature (affaire Guemann et mesures de rétorsion contre Etienne Ceccaldi et Hubert Dujardin) et contre certains membres du Syndicat des avocats de France. L'homme qui annonce à l'avance la nécessité d'extrader Klaus Croissant et se prononce peu après pour l'extradition automatique dans le cadre de l'« espace judiciaire européen » cher à Valéry Giscard d'Estaing. Le ministre qui contribue au développement d'un climat dans lequel l'assassin d'un travailleur immigré a pu être scandaleusement acquitté de son crime raciste par la cour d'assises de la Creuse, le 24 janvier. Le garde des Sceaux qui se méfie tellement des magistrats qu'il est allé jusquà envisager de fonctionnariser les magistrats du parquet (ce qu'a dénoncé l'Union fédérale des magistrats, fin novembre). Un conseiller de Peyrefitte a même conçu le projet de remplacer les magistrats de la chancellerie par des administrateurs civils !

Dans sa volonté de reprendre en main la Justice et par ses déclarations inopinées comme par ses silences inadmissibles, Alain Peyrefitte est en passe de faire l'unanimité des professions judiciaires et des démocrates contre lui. Il est grand temps qu'il retourne voir ses « nègres » favoris pour écrire la suite du « Mal français ». Sous forme d'autobiographie.

JEAN-LOUP REVERIER

l'éditorial de Claude Estier



NOUS pourrions nous réjouir de constater que M. Raymond Barre est un lecteur de « l'Unité ». Du moins notre journal figure-t-il en assez bonne place dans sa revue de presse pour que, dès son retour de Chine, il ait jugé nécessaire de prendre la plume afin de répondre à la chronique de François Mitterrand parue dans notre numéro d'il y a quinze jours. Le Premier ministre souhaitait la publication de sa lettre dans « l'Unité ». Nous lui donnons volontiers satisfaction (page 20). Dans la mesure où il l'a adressée à toute la presse en même temps qu'à son destinataire, il conviendra cependant avec nous qu'elle a perdu depuis une semaine son caractère d'exclusivité.

Mais là n'est pas l'essentiel. Cette lettre — dont François Mitterrand traite lui-même dans sa chronique (voir page 21) — traduit clairement la démarche d'esprit et le comportement politique de l'homme qui vient de recevoir la mission de conduire la campagne électorale de la droite.

Ce professeur d'économie qui feint de mépriser la politique politicienne, qui prétend se tenir hors des « marécages » et au-dessus des querelles vient, en effet, de faire la preuve qu'il n'est pas très regardant sur les arguments qu'il emploie, qu'il ne prend pas même la peine de s'informer avant de lancer contre la personne même du premier secrétaire du Parti socialiste des attaques dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne grandissent pas celui qui les profère.

Sur la rencontre Mitterrand-Carter, le Premier ministre soutient — dans quel dessein ? — une thèse dont il sait parfaitement qu'elle est fausse. Etrange façon de détourner le débat que de vouloir faire croire que le Parti socialiste et son premier secrétaire auraient besoin d'une caution américaine alors que, de toute évidence, c'est bien Valéry Giscard d'Estaing et la majorité sortante qui ont tenté d'utiliser à des fins électorales le voyage en France de Jimmy Carter, dont on n'a d'ailleurs jamais su quelles assurances il a pu donner au président de la République au cours des longs tête-à-tête qui ont eu lieu entre eux.

Moins d'une semaine plus tard, et sur un tout autre sujet, Raymond Barre recourt au même procédé en utilisant cette fois les ondes de T.f. 1. Sans même songer à vérifier l'authenticité d'une information, se fondant uniquement sur l'interprétation mensongère publiée par un journal du matin — et contredite à la fois par les dépêches de l'A.f.p. et par les enregistrements des radios — des propos tenus la veille à Dijon par François Mitterrand, il a accusé celui-ci de vouloir provoquer une crise de régime. Accusation grave, même si elle ne dénote pas une grande imagination de la part de celui qui la lance aussi légèrement : depuis la naissance de la Ve République, le chantage à la crise des institutions revient à la veille de chaque élection dans la bouche des dirigeants de la droite, qui y voient le plus sûr moyen de tenter de perpétuer leur pouvoir.

L'actuel Premier ministre n'a donc rien inventé. Tout au plus la façon dont il se comporte dans son nouveau rôle de chef de guerre apporte-t-elle deux révélations d'inégale importance. La première concerne la malhonnêteté intellectuelle d'un homme auquel on aurait pu penser que son passé d'universitaire aurait inspiré une plus grande ouverture d'esprit. Si quelqu'un a jeté le masque, c'est bien lui !

La seconde révélation est que l'inquiétude de la droite au pouvoir est devenue telle qu'elle ne recule plus — et qu'elle ne reculera d'ici au jour des élections — devant aucun mensonge, aucun truquage, aucun montage pour tenter de jeter la confusion sur les projets de la gauche et de discréditer plus particulièrement son principal adversaire : le Parti socialiste et son premier secrétaire. Au moins tous les Français sont-ils prévenus : investi par Giscard d'Estaing, Raymond Barre est bien entré dans la mêlée, et au niveau le plus bas !



ELECTIONS 78

Nous abordons cette semaine la deuxième étape de notre tour de France électoral qui ne prétend pas — comment le pourrait-il ? — être exhaustif. En parcourant, par exemple, la semaine dernière, quelques départements de l'Est, nous n'avons pas « couvert » toute l'Alsace, où nous aurions pu évoquer tout aussi valablement d'autres circonscriptions que celles que nous avons retenues. Il fallait choisir, et tout choix comporte une part d'arbitraire. De même, nous avons négligé le département de la Meuse, où pourtant, dès 1970, c'est-à-dire avant tous les autres, a triomphé, à Bar-le-Duc, une liste d'Union de la gauche à majorité socialiste et où, aujourd'hui, après les victoires remportées aux cantonales et aux municipales, une bataille importante se joue dans la circonscription de Verdun.

Cette deuxième étape ne nous conduit pas dans une région particulière, mais nous l'avons placée sous le signe de la nouvelle génération socialiste qui va, demain, contribuer à modifier sensiblement le visage du groupe parlementaire du P.s. Dans cette nouvelle génération, il y a, d'abord, les jeunes maires élus en mars 1977 et qui ont acquis en un an l'autorité suffisante pour devenir députés. Là encore, la liste est longue, et ceux que nous avons sélectionnés n'ont pas plus de mérites que les autres. Ils ont seulement valeur d'exemple : Edmond Hervé à Rennes, Jean-Michel Boucheron à Angoulême, Jacques Santrot à Poitiers, Jacques Badet à Saint-Chamond, Rodolphe Pesce à Valence, Jean-Pierre Santa Cruz à Dole.

La jeune génération socialiste, ce sont aussi des « tout nouveaux », qui n'ont jamais été candidats aux législatives et dont certains ont de sérieuses chances que leur coup d'essai soit un coup de maître. Là encore, à titre d'exemple, nous avons choisi Jeanny Lorgeoux, candidat à Romorantin, Hubert Aubrion (Briey), Chantal Pérez (Paris 17e), Annette Chépy (Châlons-sur-Marne), ces deux dernières étant parmi les plus jeunes des candidates du P.s.

La semaine prochaine, nous parlerons d'ailleurs plus spécialement des femmes, qui représentent le Parti socialiste dans cette bataille des législatives de mars.

C. E.

ANGOULEME: LE REGNE DE "NOT'MAITRE" EST FINI

"Monsieur Raymond, not'maître » : c'est ainsi que les électeurs de la première circonscription de la Charente appellent Raymond Réthoré (soixante-dix-sept ans), député gaulliste depuis la Libération et conseiller général d'Angoulême. Ces électeurs qui, le dimanche dès l'aube, attendent devant le château du député pour être introduits vers 9 heures. Là, Réthoré, qui s'est transformé en écrivain public, écrit une lettre soit à l'inspecteur d'académie pour que X ou Y soit reçu au bac, soit à la direction des Routes pour qu'un autre obtienne le permis de conduire, soit à une quelconque administration. « De toute façon, Monsieur Raymond écrit partout », dit un Angoumois. C'est contre ce personnage, qui avait obtenu autour de 52 % des suffrages en 1973, que se présente le jeune maire socialiste d'Angoulême, Jean-Michel Boucheron (trente et un ans). « Le plus jeune maire d'une ville de plus de cinquante mille habitants », font remarquer les Charentais avec fierté.

En Charente, la gauche obtenait 46,8 % des suffrages, lors des élections législatives de 1973. En 1974, le score de François Mitterrand était de 53 %. Sur la ville même d'Angoulême — restée très bourgeoise —, il restait au-dessous de la barre des 50 %. Trois mois plus tard, lors des élections cantonales, le P.s. atteignait les 43 %. Lors des dernières municipales, la gauche emportait la mairie avec 54 % des voix (au premier tour 27,4 % pour le P.s., 24,5 % pour le P.c.).

Une évolution qui permet tous les espoirs au candidat socialiste et qui le fait donner gagnant par tous les observateurs. « Nous travaillons comme des brutes, l'équipe municipale est bien soudée et assure une présence quasi permanente à la mairie. Nous avons poussé la concertation très loin : ainsi les représentants de quartier assistent-ils aux réunions de chantier. Dans mon bureau, c'est un défilé permanent, mais les gens ne viennent pas solliciter une faveur, ils viennent discuter de problèmes précis », dit le maire.

Un autre atout pour Boucheron : les Angoumois ont une envie de député rentrée depuis trente ans. En effet, Réthoré est de la campagne, et la circonscription est aux deux tiers urbaine.

Sur sa droite, le maire trouvera aussi l'autre conseiller général d'Angoulême, apparenté au C.n.i. et qu'il a battu aux dernières municipales : l'ancien maire Roland Chiron ; un candidat giscardien et un « Français de bon sens », Deuil, ancien reporter à Radio-Vichy.

A gauche, c'est le Dr Ferrand qui représentera le Parti communiste. On annonce aussi un candidat de Lutte ouvrière. « Il n'y a pas de candidat écologiste, dit Jean-Michel Boucheron. Ici, il n'y a pas de gros problèmes. Le plus important était

JEUNE, SOUVENT MAIRE ET SOCIALISTE

celui de la pollution de la Charente : la Poudrerie nationale d'Angoulême voulait construire une usine qui aurait fabriqué de la poudre fusante pour missiles, mais nous avons émis un avis défavorable au permis de construire. Aussi les écologistes nous soutiennent-ils. »

Mais la campagne se déroulera sur un fond de tableau dramatique : les quelques semaines à venir verront le chômage s'accroître dans les papeteries en pleine crise.

RENNES : UN MAIRE EXEMPLAIRE ET BIEN PLACE

Dans la première circonscription d'Ille-et-Vilaine, c'est Edmond Hervé qui portera les couleurs du Parti socialiste. Maire de la capitale bretonne, il s'accorde — modestement — une chance sur deux de l'emporter. Les observateurs lui en accordent plus. A la vue des chiffres, d'abord. Si en 1973 la gauche « faisait » dans cette circonscription 43 % des voix aux législatives, le P.s. emportait quand même deux sièges trois mois plus tard aux cantonales. En 1975, 45 % des électeurs apportaient leurs voix à François Mitterrand. L'année suivante, les socialistes gagnaient deux sièges supplémentaires au conseil général. En 1977, c'est la mairie de Rennes qui revenait à la liste d'Union de la gauche, conduite par Edmond Hervé.

La première circonscription compte environ cent mille électeurs et comprend quarante-trois communes. Ses caractéristiques : à moitié urbaine, à moitié rurale. « Mais, dit le maire de Rennes, cette partie de la ville est la plus défavorable pour la gauche. Aux élections municipales, avec dix mille voix d'avance sur toute la ville, nous n'en avions que mille cinq cents dans cette partie. » En revanche, la Zup de Villejean et les petites agglomérations suburbaines avaient élu Hervé conseiller général.

Jacques Cressard, le député sortant R.p.r., est l'adversaire le plus dangereux du jeune maire. R.p.r. de choc — Chirac est déjà venu lui apporter son appui en octobre dernier —, Cressard est aussi conseiller général et bénéficie d'une bonne implantation en milieu rural à partir d'une clientèle et par le biais des services rendus.

A l'avantage d'Hervé, la crédibilité de sa démarche municipale même auprès des petits commerçants et des artisans : « Je suis prêt à descendre dans la rue avec mon écharpe pour empêcher l'ouverture d'une troisième grande surface », déclare le maire. Et surtout, un souffle nouveau de démocratie et de concertation. Le projet de budget est actuellement présenté dans tous les quartiers de la ville et à toutes les associations. Avec 15 % d'augmentation des impôts, la nouvelle municipalité a montré sa volonté de limiter l'endettement de Rennes.

A noter, car Hervé ne veut pas oublier ce qui se passe dans sa circonscription mais hors les murs, que son suppléant, Frédéric Vennien, est un militant de Pacé, une petite ville des alentours. Le P.c. sera représenté par un conseiller délégué de la municipalité rennaise, Jacques Rolland, et le P.s.u. présentera un candidat.

« Une candidature écologiste ? J'ignore s'il y en aura, dit Hervé, mais ma candidature est également écologiste. Nous pratiquons l'écologisme concrètement à la mairie. Ainsi, la municipalité va permettre aux Papeteries de Bretagne — qui avaient déposé leur bilan en septembre dernier, mettant cent vingt-quatre personnes au chômage — de revivre. Et nous financerons un système qui diminuera et, à moyen terme, fera disparaître la pollution qu'elles sécrétaient. »

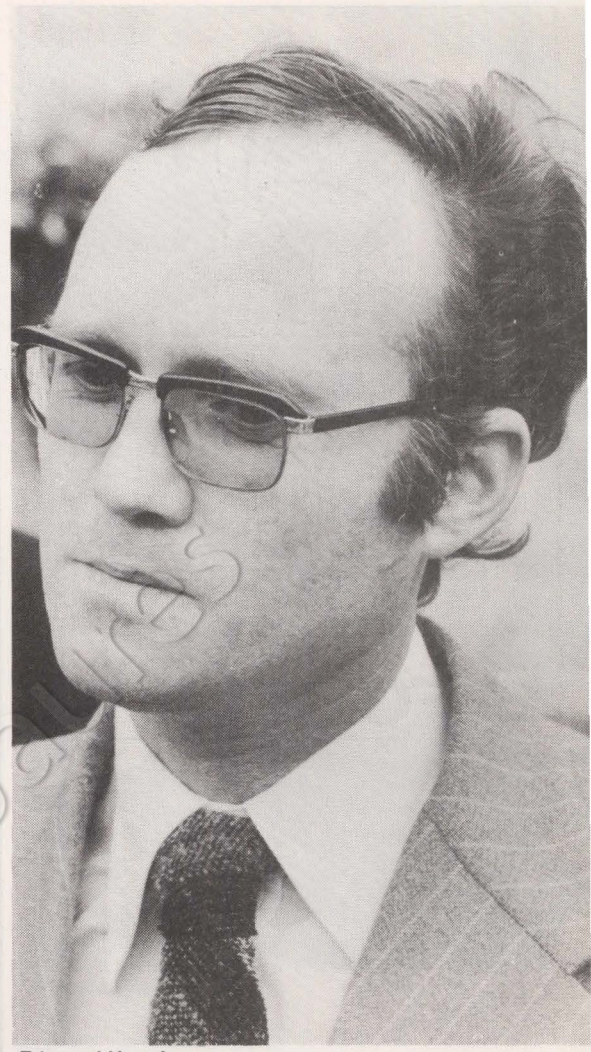
François Mitterrand est venu soutenir le candidat socialiste, dont la campagne se fera par le contact personnel et par l'intermédiaire des militants : « Il y a quelques jours, raconte le candidat socialiste, j'ai fait une réunion dans une petite commune de la circonscription. Il y avait cent personnes. En 1973, dans la même commune, une seule personne s'était déplacée. »

ROMORANTIN : LA SOLOGNE N'EST PLUS LA CHASSE GARDEE DE LA DROITE

Pour certains, la Sologne évoque la forêt, les chasses à courre et autres images d'une certaine France. Né voici vingt-huit ans dans le canton de Bracieux, en pleine Sologne, Jeanny Lorgeoux ne s'en tient pas à cette vision « chasseresse » des choses. Candidat socialiste dans la deuxième circonscription de Loir-et-Cher, il n'aime pas se payer de mots.

Historien — il termine une thèse sur la guerre d'Algérie —, Lorgeoux connaît bien sa région. Il en sait les problèmes et a une idée précise du travail à accomplir pour les résoudre. Lorgeoux distingue trois entités géographiques dans sa circonscription. La vallée du Cher, à dominante viticole, qui vote en majorité socialiste. La Sologne, où existe un vieux fonds socialisant, mais qui est

→



Edmond Hervé.



Manifestation à Angoulême pendant la visite de Raymond Barre.

Jean-Michel Boucheron avec Pierre Mauroy lors de la fête de la rose.





ELECTIONS 78

restée jusqu'ici sous l'emprise des féodalités. Simplement, la féodalité de la fortune s'est substituée à celle de la naissance. Et Romorantin, capitale de la Sologne avec 17 000 habitants. En 1977, il s'en est fallu de soixante-dix voix sur neuf mille électeurs pour que son maire, le sénateur P.r. Thyrand de Vosgeoly, ne doive abandonner la place au Parti socialiste. C'est dire si la poussée de la gauche permet à Lorgeoux d'espérer l'emporter à Romorantin en mars prochain. « Car, constate Lorgeoux, les problèmes économiques et sociaux de cette circonscription se multiplient. Dans la vallée du Cher, la commercialisation viticole connaît des problèmes. En Sologne, l'exode rural accompagne la disparition des exploitations agricoles. Celle-ci est liée à la colonisation de la propriété foncière par les grandes fortunes parisiennes. Et pas seulement parisiennes : l'empereur Bokassa possède plusieurs propriétés en Sologne. Il est même électeur dans ma circonscription ! Provoquant des fermetures d'écoles, l'exode rural réduit à la mort lente de nombreux villages. Exemple : Yvoy-le-Marron, où la dynastie Prouvost régnait en maître. Un autre problème sérieux de la Sologne est celui de la maîtrise des eaux, que réclament les agriculteurs. Cela implique que les pouvoirs publics considèrent la sauvegarde de la Sologne comme une priorité. Malheureusement, nous en sommes loin. »

Puis il y a les problèmes d'emploi. La société des caméras Beaulieu, dont l'usine mère est ici, a licencié cinquante-cinq salariés sur cent soixante. La fermeture de l'usine Brandt a mis plusieurs dizaines de travailleurs sur le carreau. Et à Romorantin, capitale des sociétés de construction de maisons individuelles (Chalet idéal, Pavillon moderne), on s'inquiète devant la persistance de la mauvaise conjoncture.

Dans cette circonscription, où le P.s. arrive en tête de la gauche au premier tour, l'adversaire de Lorgeoux sera le député R.p.r. sortant Roger Corrèze. Il ne se serait pas représenté, à cause de sa santé, mais le R.p.r. a compris qu'il n'aurait aucune chance avec un autre candidat. Cependant, même avec Corrèze, la droite est loin d'être assurée de repasser.

UNE NOUVELLE GENERATION DE RESPONSABLES

UN an après la moisson de victoires et de conquêtes des cantonales de mars 1976, le Parti socialiste récidiva et accrut son influence aux municipales. Si, alors, beaucoup d'observateurs soulignèrent les succès de l'Ouest, le phénomène eut en fait une intensité réelle sur l'ensemble de l'espace national — et ce, quelle que soit la taille des communes. Le P.s. sortait de ses fiefs traditionnels et « nationalisait » son implantation municipale. Il créait ainsi une rupture avec une certaine imagerie du notable socialiste : la France découvrait qu'on pouvait être jeune, maire et socialiste !

Baptême électoral

En l'absence d'informations précises, il serait hasardeux de se livrer à une étude comparative des enracinements politiques des candidats de toutes les formations en lice pour le prochain rendez-vous électoral. Notons toutefois que les sections socialistes ont souvent sélectionné — au cours des primaires entre « candidats à la candidature » — des représentants ayant déjà eu, avec ou sans succès, le baptême électoral. Outre les 141 maires, les 91 adjoints ou conseillers municipaux et les 140 conseillers généraux, la quasi-totalité d'entre eux ont en effet déjà porté les couleurs socialistes lors d'affrontements électoraux récents. En dépit de quelques cas de refus du cumul des mandats, on pourrait regretter le trop grand respect de cette norme française et souligner qu'ici le P.s. rompt peu avec les pratiques traditionnelles de notre culture politique.

Foin d'idéalisme, dans la rude bataille des prochaines semaines et face à une droite disposant de tant de ressources, eût-il été juste de se priver de ses meilleurs atouts ? Le bon sens suggère que non, et l'analyse prouve que, lors des élections législatives, les électeurs se portent — toutes choses égales par ailleurs — plus spontanément sur les candidats bénéficiant déjà de mandats locaux. Les récents sondages — qui substituent désormais à la collecte des intentions de vote sur étiquette partisane la prise en compte des candidats réels — l'attestent : le P.s., bien implanté, a bénéficié d'une légère plus-value et atteint désormais 26 à 27 % selon les instituts.

Si les sondages permettent aisément d'apprécier la croissance nationale du P.s. depuis 1973 (+ 7 ou 8 points), il est cependant difficile de la moduler circonscription par circonscription. La sociologie électorale peut venir au secours de la prospective. Sur la base des simulations de 1967 et de 1973, elle permet sans risque d'erreurs d'esquisser quelques « lois » de croissance des électorats.

1° Forte poussée socialiste dans les zones traditionnelles de droite (Ouest et Est), dans les poches de droite de régions à dominante de gauche, mais aussi dans les circonscriptions depuis longtemps dominées par le P.c.

2° Bonne tenue relative des sortants de la coalition au pouvoir par rapport à leurs concurrents de droite dans le cadre des « primaires organisées ».

CHALONS : LA PLUS JEUNE DEPUTE ?

ETRE femme et avoir vingt-quatre ans. Cela constituerait-il vraiment un double handicap dans la compétition électorale ? D'aucuns l'affirment. Annette Chépy, candidate socialiste dans la troisième circonscription de la Marne (Châlons-sur-Marne/Vitry-le-François), pourrait bien démontrer le contraire.

Combien d'obstacles Annette Chépy n'a-t-elle pas dû surmonter avant de recevoir cette investiture pour les législatives ? Il lui a fallu concilier sa profession d'agent des impôts (mutée à Paris, depuis deux ans, elle passe quatre heures en train chaque jour) avec sa vie familiale — mariée, elle a une fille de quatre ans — et ses activités militantes. Ce qui n'est déjà pas à la portée de tout le monde.

Cela lui semble pourtant naturel. « D'abord adhérente de la C.f.d.t., explique-t-elle, j'ai rejoint le P.s. en 1973 en raison de son caractère de parti de masse. Pour moi, action politique et syndicale sont complémentaires. »

Fille d'ouviers, mariée à un ouvrier qui gagne 2 000 F par mois, Annette Chépy habite une H.l.m. dans la Zup de Sainte-Memmie, dans la banlieue de Châlons-sur-Marne. Les difficultés des travailleurs, elle ne les « connaît » pas : elle les vit. « Pour faire ma campagne, explique-t-elle, je me suis fait mettre en disponibilité pour trois mois. Déduction faite du loyer, nous aurons 1 200 F par mois pour vivre à trois. Heureusement, mon mari partage mes convictions. Et il me soutient totalement. »

Les électeurs — et notamment les femmes, qui viennent nombreuses à ses réunions — ont déjà pu la remarquer pendant les dernières municipales. Pour la première fois, une liste de gauche se présentait à Sainte-Memmie. Elle y a obtenu 44 % des suffrages.

→



Annette Chépy.

3° Les candidats, à plus forte raison les élus s'ils sont eux-mêmes candidats, réalisent de bonnes performances dans les villes récemment conquises.

Si ces quelques « lois » tirées des récents scrutins se confirmaient en mars, beaucoup de candidats socialistes devraient « trouver la brèche ». Dans les circonscriptions demeurées à droite depuis l'aube de la Ve République : Rennes, Brest, Valence, Saint-Chamond, Dole, Poitiers, Angoulême, Issoudun, Berck, Beauvais, Edmond Hervé, Francis Le Blé, Rodolphe Pesce, Jacques Badet, Jean-Pierre Santa Cruz, Jacques Santrot, Jean-Michel Boucheron, André Laignel, Claude Wilquin, Walter Amsallem, devraient bénéficier de leur nouveau statut de maire pour élargir leurs assises dans leur circonscription. D'autres, Alain Chenard à Nantes, Michel Rocard à Conflans Sainte-Honorine, eux aussi élus en 1977, mais en situation plus favorable — leur circonscription avait déjà été détenue par la gauche depuis 1962 —, devraient connaître le succès.

78 % de renouvellement

L'émergence d'une nouvelle génération d'élus socialistes devrait donc se confirmer dans quelques semaines. Songeons que 21 des 93 députés socialistes sortants passent la main et que, dans 347 autres circonscription où le P.s. ne concurrence par le M.r.g., le taux de renouvellement par rapport à 1973 atteint 78 %.

Si l'on excepte deux ou trois fédérations qui reconduisent les sortants ou qui présentent de nouveau les postulants de 1973, toutes les autres subissent de profonds changements et, parfois, font totalement peau neuve : Aude, Cantal, Charente, Charente-Maritime, Corrèze, Côte-d'Or, Dordogne, Gard, Loiret, Maine-et-Loire, Seine-Maritime, Yvelines, Var, Essonne.

Ce renouvellement massif est doublé d'un incontestable rajeunissement. Après une analyse de profil de 324 candidats socialistes sur lesquels nous disposons d'informations précises, 21 se situent dans la tranche d'âge de 21 à 29 ans ; 54 dans celle de 30 à 34 ; 56 de 35 à 40 ; 62 de 40 à 44. Près de 60 % ont donc moins de 45 ans. Preuve que, tout comme lors du scrutin municipal, le P.s. a fait confiance à beaucoup des plus jeunes de ses cadres, non seulement là ou dans les années à venir il faudra assurer la relève de la droite, mais aussi très souvent là où la victoire est possible, sinon probable.

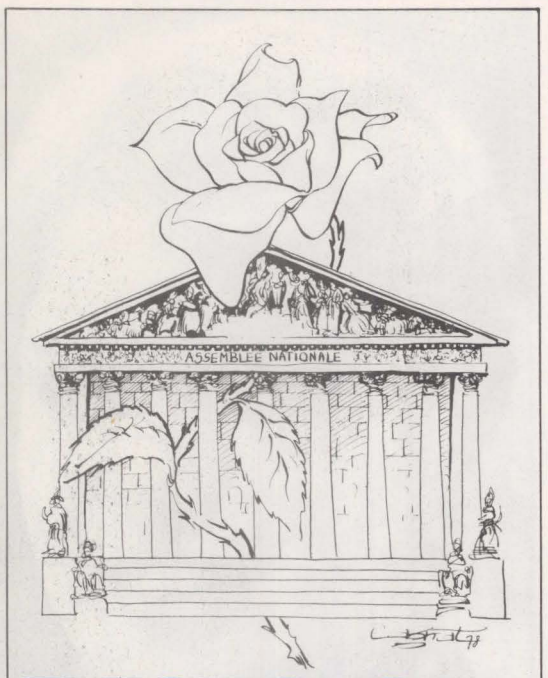
En mars 1973, à l'issue des dernières législatives, 8 des 24 députés de moins de 35 ans étaient socialistes . En 1978, une bonne vingtaine de « jeunes députés » seront socialistes. En anticipant de quelques semaines, relevons d'abord ceux qui prendront le relais dans les terres déjà conquises en 1973 : Jean-Paul Bachy (30 ans) dans les Ardennes, Gérard Chayne (32 ans) dans le Gard, Claude Evin (30 ans) en Loire-Atlantique, Jean-Yves Le Drian (30 ans) dans le Morbihan, Maurice Adevah (34 ans) dans le Puy-de-Dôme, Laurent Fabius (31 ans) en Seine-Maritime. A ces jeunes « héritiers » viendront s'ajouter quelques « anciens-combattants-victorieux-des-municipales »... Beaucoup de moins de 35 ans prendront place, le 2 avril, jour de la rentrée parlementaire, sur les bancs de l'Assemblée. Si certains peuvent espérer triompher sans trop de difficultés — Jeanny Lorgeoux (27 ans) dans le Loir-et-Cher, Christian Pierret (31 ans) dans les Vosges —, d'autres devront se battre pour prendre des fiefs à la droite : Alain Rannou (32 ans) contre Pierre Sudreau à Blois, Jean-Michel Bélorgey (31 ans) contre Gabriel Péronnet à Vichy, Edwige Avice (32 ans) contre la Malène à Paris, Alain Richard (32 ans) contre Poniatowski dans le Val-d'Oise...

Un bon stock d'expériences

Incontestablement, les élections de mars prochain permettront l'émergence, dans le Parti et dans le pays, d'une nouvelle génération de responsables politiques. Si cette dernière n'a connu ni la guerre ni la Résistance, elle aura assisté en témoin et souvent, en acteur à la longue marche de l'Union de la gauche depuis 1965, à la rupture idéologique née de mai 1968, à la construction du parti d'Epinay. La guerre du Vietnam, la signature du Programme commun, la crise économique, la dure dialectique de « l'union est un combat » l'ont formée. Bref, une génération qui possède déjà un bon stock d'expériences et de références, particulièrement utiles dans les mois qui viennent.

GERARD LE GALL





ELECTIONS 78

SAINT - CHAMOND : PINAY EXIT... BADET ARRIVE

Après un demi-siècle sous la coupe d'Antoine Pinay, Saint-Chamond est « tombée » à gauche en 1977. Reste à consolider cette victoire : prendre à la droite un siège qu'elle semble détenir depuis toujours.

Contre le député sortant, le C.d.s. André Chazalon, le Parti socialiste présente le vainqueur de la citadelle Pinay, Jacques Badet, nouveau maire de cette ville grise. Trente-cinq ans, enseignant en lettres à l'université de Lyon, Jacques Badet est entré au Parti en 1974. Il reconnaît que la décision d'un maire peut sembler autoritaire, mais il nie tout autoritarisme. Il a d'ailleurs mis en place des commissions extra-municipales, auxquelles participent toutes les associations de la ville. « L'idéal, dit-il, est difficile à atteindre, entre l'exercice du pouvoir sans consultation des intéressés et le débat sans fin qui retarde la nécessaire décision. »

La circonscription où il se présente vote à gauche. Les candidats de droite ont donc peu de chances : le R.p.r. Magniny — qui a pour suppléante une P.r. — est encore inconnu dans la région. Quant à André Chazalon, il a été battu aux cantonales de 1977 par un jeune socialiste, Félix Franc.

La circonscription est particulièrement touchée par la crise, surtout dans la vallée du Gier, où les industries rencontrent de graves difficultés. A Saint-Chamond même, il y a deux mille chômeurs.

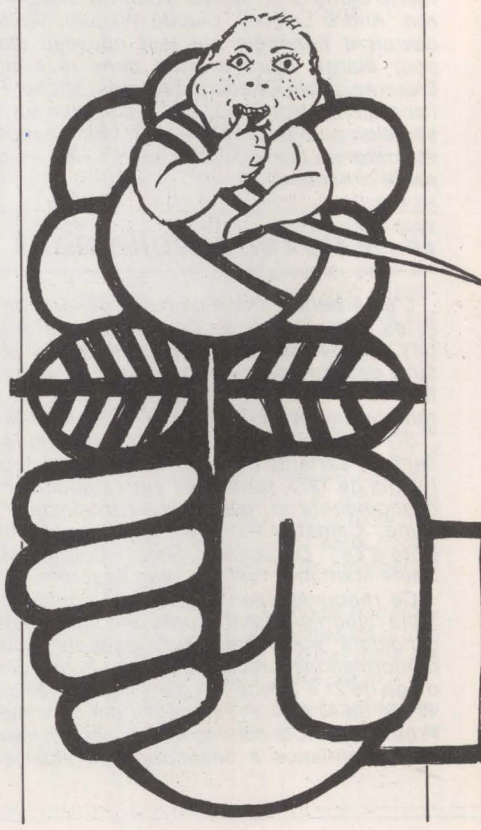
Face à ces problèmes de restructuration de l'économie locale, Jacques Badet propose une planification locale au sein d'un syndicat des zones industrielles de la vallée, qui existe déjà mais qui fonctionne très mal sous la présidence d'André Chazalon.

A majorité urbaine et industrielle, la circonscription comporte près d'un quart d'agriculteurs, qui ressentent très violemment l'agression de la ville, mangeuse d'espace et d'énergie. Le maintien de l'outil de travail par une révision des P.o.s. (plans d'occupation des sols) est ici indispensable, de même que la modération de l'expansion urbaine.

La vallée, dans son ensemble, a beaucoup souffert de l'hégémonie de Saint-Chamond. Ainsi le voulait la personnalité d'Antoine Pinay. Toute la difficulté, pour Jacques Badet, est de se dessaisir de cet héritage encombrant, de faire admettre que Saint-Chamond est prête à jouer le jeu de la décentralisation et de la restructuration de l'industrie dans la vallée.

En sa faveur joue l'image qu'il a su donner de lui-même en tant que maire. En moins d'un an, il a fait la preuve de sa ténacité. Par exemple en convainquant les services de l'Equipement de la priorité à donner à une voie de contournement de Saint-Chamond : réussite brillante de Pinay, une véritable autoroute traverse la ville, naturellement bordée d'H.l.m. que la nouvelle municipalité doit maintenant insonoriser...

« On m'accuse parfois d'être un jeune loup, confesse Jacques Badet. Mais je fais mon travail, j'apprends mon métier. On me jugera sur mes actes. »



Ce dossier a été réalisé avec la collaboration de Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas et Jean-Loup Revérier.

VALENCE : JAMAIS DEUX SANS TROIS

Rodolphe Pesce, le nouveau maire de Valence, avait été, en 1973, le candidat du Parti socialiste. Il avait obtenu 24,5 % des voix au premier tour, mais avait été devancé par le P.c., dont le candidat avait manqué d'être élu à mille voix près. Trois mois plus tard, candidat aux cantonales, il dépassait largement le P.c. et était élu au second tour avec 63 % des suffrages.

En 1977, une liste d'Union de la gauche ayant en tête un socialiste entrait à la mairie avec 55 % des voix. En 1974, François Mitterrand n'avait obtenu que 48,5 % des suffrages valentinois.

La première circonscription de la Drôme, avec cent treize communes, très vaste et très diverse. En dehors de l'agglomération valentinoise, elle comprend une partie agricole et fruitière dans la vallée du Rhône. Le Diois et le Vercors, dont l'agriculture est en perte de vitesse, en constituent la troisième partie.

En face du candidat socialiste, le député sortant R.p.r., élu et réélu depuis 1963 : Roger Ribadeau-Dumas, soixante-cinq ans, producteur de cinéma. Ceux qui le connaissent bien disent de lui que c'est « un dilettante, qui n'a pas su se constituer de clientèle ». Et comme il n'a pas pu garder la mairie de Valence, les observateurs s'accordent à penser que sa chute est irrésistible.

La droite s'est trouvée un autre chevalier : Claude Peyrat, chef d'entreprise, ancien premier adjoint de Ribadeau-Dumas, étiqueté C.d.s. et soutenu par le P.r. Peu de chances, disent les augures, de devancer le député sortant au premier tour.

A noter qu'un « social-démocrate », un « démocrate-chrétien » et un ami de Le Pen, eux aussi en lice, devraient enlever des voix aux deux champions de la droite.

A gauche, Yvonne Allégret, deuxième adjointe au maire de Valence, représentera le P.c. Cette circonscription devrait, aux yeux des communistes, leur revenir de droit, puisque les deux autres circonscriptions du département ont déjà envoyé deux socialistes au palais Bourbon. Georges Marchais viendra personnellement soutenir la candidate. L'ultra-gauche sera présente, ainsi que le mouvement écologiste.

Rodolphe Pesce, quant à lui, ne manque pas de soutien. Sur les treize conseillers généraux de la circonscription, dix appellent à voter pour lui, un pour le P.c. et les deux autres n'ont pas pris position. Mais aucun n'a appelé à voter pour les candidats de la majorité.

Les socialistes avaient commencé leur campagne avant Noël. Dans toutes les communes, excepté Valence, ils avaient tenu des réunions avec les représentants des associations, les représentants syndicaux et les élus : « J'ai vu ainsi six cents à sept cents personnes », dit Pesce. A Valence, une réunion sur invitations, où furent présentés officiellement les candidats, avait regroupé mille deux cents personnes.

A l'actif du candidat socialiste : il connaît personnellement tous les élus locaux, puisqu'il est le rapporteur du budget au conseil général. Cette assemblée a d'ailleurs accordé dernièrement une aide à la ville, que la gauche a trouvée dans une situation financière difficile. En sa faveur, enfin : chacun sait, ici, qu'il travaille huit à dix heures par jour dans sa mairie.

POITIERS : SANTROT CONTRE LE " PARACHUTÉ " DE LA PEUR

Jacques Santrot est un homme d'apparence carrée. Maire socialiste de Poitiers et conseiller général depuis 1973, il inspire confiance à ses administrés, sans doute par sa grande disponibilité : il prend le temps d'écouter les gens, de suivre leurs affaires, d'éplucher les dossiers. En parlant beaucoup, en se promenant, il a réussi à s'imposer dans cette ville bourgeoise et universitaire.

Lui-même est maître assistant à l'Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique. Il a milité à la Mnef pendant la guerre d'Algérie puis à la Convention des institutions républicaines dès 1967... Chez lui, dans sa famille, le socialisme est une tradition.

Cette personnalité de l'homme est importante ici, dans une circonscription plutôt centriste : la ville de Poitiers représente environ la moitié de la population, le reste étant essentiellement rural. En faveur de Jacques Santrot jouent aussi la dynamique du P.s. dans l'Ouest et les divisions de la droite...

Ces divisions se font sentir entre les partis « majorité présidentielle » puisqu'il y a deux candidats de droite : Jean-Pierre Raffarin, P.r., dont le père est maire de Mirebeau, et un R.p.r. connu : André Fanton, ex-député de Paris, qui n'espère plus pouvoir courir sa chance contre Georges Sarre... Son parachutage de dernière heure à Poitiers a été très mal pris par les R.p.r. locaux : André Fanton n'avait pas encore trouvé de suppléant ces jours-ci.

L'élection de Jacques Santrot se présente donc plutôt



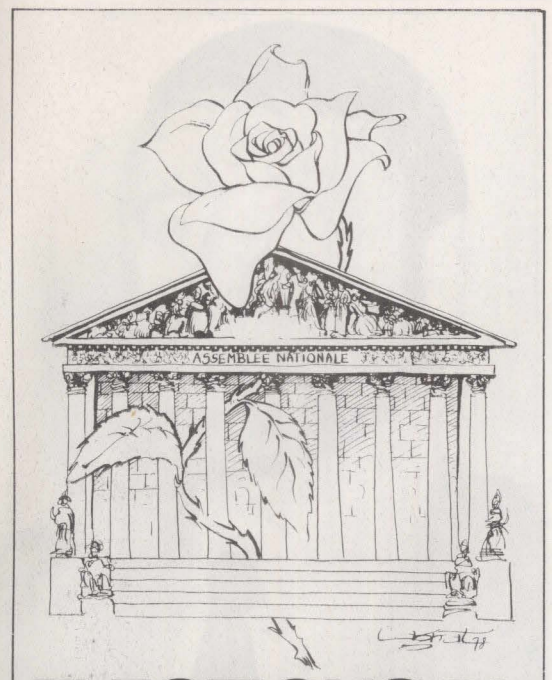
Jacques Santrot.



Jacques Badet.

Rodolphe Pesce.





ELECTIONS 78

bien. La circonscription connaît des problèmes d'emploi graves, comme dans toutes les régions de France. Les petites entreprises locales souffrent de problèmes de trésorerie et les usines sous-traitantes subissent tous les contrecoups de la crise. La mairie de Poitiers a été sur les rangs pour accueillir une usine Renault. Malgré un dossier solide, c'est une commune de la circonscription de Châtellerault qui l'a eue : Ingrandes, dont le maire est candidat aux législatives...

Poitiers espère pourtant s'affirmer comme capitale régionale. Depuis un an, la municipalité d'Union de la gauche travaille dans ce sens. Elle a aussi mis en place les grands axes d'une démocratie locale très vivante : recensement, avec les associations, des besoins en équipements socio-culturels, effort d'information, discussion du P.o.s. (plan d'occupation des sols), subvention accrue de 25 % aux associations.

Homme de contacts, Jacques Santrot a déjà commencé sa campagne avec des réunions dans les chefs-lieux de canton. Et beaucoup de monde vient le rencontrer. C'est bon signe, dit-on chez les socialistes...

BRIEY : UN OUVRIER... EN PERMISSION DE CAMPAGNE

Hubert Aubrion, le candidat socialiste dans la très ouvrière circonscription de Briey (Meurthe-et-Moselle), est tout le contraire d'un politicien. Cet ouvrier sidérurgiste de quarante-huit ans a vécu tous les drames du bassin sidérurgique et minier, de fermeture d'usine en fermeture d'usine. Venu à la politique par le combat syndical de tous les jours, son engagement au P.s. en 1973 ne doit rien au hasard — ni à l'opportunisme. L'itinéraire de ce militant est sans doute représentatif de l'évolution de toute une génération d'ouvriers dans une région frappée de plein fouet par la récession (voir « l'Unité » n° 280).

Apprenti à quinze ans à l'usine d'Homécourt, Hubert Aubrion est issu d'une famille d'agriculteurs du « Haut Pays », comme l'on dit ici pour désigner le nord du département. Une ascendance paysanne très proche, doublée d'une tradition chrétienne bien enracinée : des données qui sont longtemps allées de pair, dans cette région, avec un comportement politique conservateur. Dès l'adolescence, Hubert Aubrion milite pourtant à la J.o.c. (Jeunesse ouvrière chrétienne) et il crée à vingt-cinq ans un syndicat C.f.d.t. dans son usine. Il gravit lentement les échelons de son métier d'ouvrier sidérurgiste : P1, P2, P3, puis animateur de formation professionnelle.

Une progression qui est bien souvent entravée par son engagement syndical à la C.f.d.t. : « J'avais pu être P3 à vingt-six ans, affirme-t-il, mais avec ma femme nous avions fait des choix politiques. » La lutte collective avant la carrière personnelle. Quitte à se serrer la ceinture... Longtemps il privilégie le combat syndical : « La S.f.i.o., dit-il, je n'en voulais pas parce qu'elle était anti-communiste et anticléricale. » Il adhère au P.s.u. dès sa création, mais avoue ne pas y avoir milité « sérieusement » : « Par principe, ajoute-t-il, je tenais à payer ma carte chaque année. » Quand il adhère au P.s. en 1973, c'est cette fois-ci pour s'y engager activement : il anime rapidement la section de Joeff, ville dont il est depuis les municipales de mars 1977 le maire adjoint aux côtés de Collette Goeuriot, maire communiste — et candidate du P.c. en mars prochain pour la circonscription de Briey.

Sous la pression de ses camarades, Hubert Aubrion a accepté d'être candidat aux législatives. Ce qui pose évidemment des problèmes d'ordre professionnel : rien n'est fait en France pour que des ouvriers puissent facilement se présenter à des élections politiques... « J'ai obtenu, explique-t-il, une permission sans solde à partir du 1er février. Mais il m'a fallu attendre plus d'un mois pour avoir l'engagement écrit que cela n'aurait pas de conséquences sur mon poste de travail... » Hubert Aubrion et son suppléant Roger Lagravière, professeur, ont maintenant quelques semaines pour se battre.

Plus qu'une victoire en siège, l'enjeu est surtout la progression du P.s., qui n'atteignait que 12 % des voix au premier tour des législatives de 1973 contre 43 % au P.c. Mais, si le siège du député communiste sortant Gilbert Schwartz reviendra probablement à Colette Goeuriot (institutrice) — la droite étant particulièrement décadente dans cette région —, le tandem socialiste escompte bien faire passer au P.s. le cap des 20 %.



Jean-Pierre Santa Cruz.

DOLE: UN MEDECIN SOCIALISTE CONTRE... BARBIER

Chaleureux, simple, décontracté... Ainsi se présente Jean-Pierre Santa Cruz, candidat à Dole. La quarantaine allègre, médecin, marié à une assistante sociale... Un homme tranquille, précipité dans la compétition électorale par militantisme. Venu du P.s.u., il entre

au P.s. en 1971 et, dès 1973, se présente aux législatives. Sans espoir de l'emporter contre Jacques Duhamel, alors ministre.

Emporté par son élan, Jean-Pierre Santa Cruz est élu conseiller général en 1973. Puis maire de Dole en 1977. Il a, semble-t-il, plu aux Jurassiens, profitant d'une évolution de l'électorat favorable au Parti socialiste : ce fief centriste vote progressivement à gauche, surtout depuis le départ de Jacques Duhamel, et le P.s. se renforce, dépassant les communistes en 1973. Cependant, le P.c. reste fort dans cette région industrielle, très marquée par la crise économique. L'industrie locale, bien que très diversifiée, est touchée de plein fouet par la récession et le chômage, comme toutes les entreprises de taille moyenne.

Le socialisme a donc fait une belle percée à Dole. Dans cette circonscription, sept conseillers généraux sur douze sont de gauche — dont six socialistes — et Mitterrand a fait ici un bon score en 1974 avec plus de 50 % des voix. Depuis, le P.s. a poursuivi son essor, ce qui explique l'élection de Jean-Pierre Santa Cruz à la mairie de Dole...

Depuis l'arrivée d'une municipalité d'Union de la gauche, la gestion de la ville a changé. Abandon des opérations de prestige, réorientation des équipements dans un sens plus social, plus proche des besoins réels des habitants, du type d'un centre aéré pour les enfants. Surtout, les nouveaux dirigeants de la ville ont mis en avant des méthodes différentes de concertation. « C'est une nouvelle façon d'aborder les problèmes, explique Jean-Pierre Santa Cruz. Par des réunions dans les quartiers, nous voulons consulter la population sur toutes les choses importantes, comme sur le projet du budget. »

Dans ce contexte,les chances pour le P.s. de prendre le siège aux prochaines élections sont bonnes. A droite, les candidatures ne manquent pas. Barbier — joli nom pour un chirurgien — bénéficie du soutien du P.r., du C.d.s. et des réformateurs ; il avait obtenu 47 % des voix aux élections municipales contre la liste d'Union de la gauche. Mais il a du mal à se présenter comme l'héritier de Jacques Duhamel, opération tentée également par un autre candidat de droite, de Menthon, dont on ne sait encore s'il est giscardien — en tant que fonctionnaire de l'Elysée — ou s'il a l'investiture du R.p.r...

Longtemps influencé par le centrisme, le département a joué de l'influence de personnalités telles qu'Edgar Faure et Duhamel. Aujourd'hui, Dole cherche sa voie, prête à se laisser séduire par un homme ouvert tel que Jean-Pierre Santa Cruz.



Hubert Aubrion.

PARIS 17e : CHANTAL, POUR LA QUALITE DE LA VIE

Au marché des Moines, dans le 17e arrondissement, chaque dimanche matin, elle est là, souriante sous ses boucles brunes. Avec ses vingt-six ans, elle étonne bien un peu, dans ce quartier où plus de la moitié des habitants ont déjà fêté leurs soixante printemps. Mais un petit courant d'air de jeunesse n'est pas fait pour déplaire par ici. La stabilité politique, dans cette 23e circonscription, les électeurs en ont fait le tour : depuis vingt ans, ils ont le même député, Jean de Préaumont, un vieux routier de la droite. Et, à bien y regarder, pendant tout ce temps-là, rien ne s'est arrangé. Bien au contraire.

C'est pourquoi Chantal Pérez n'a pas hésité. Quand le Parti socialiste lui a demandé d'être candidate aux prochaines législatives, elle a accepté.

Femme, jeune, infirmière dans la circonscription depuis huit ans — « jamais on n'est aussi bien placé pour connaître les vrais problèmes des gens, assure-t-elle, que lorsqu'on les soigne » —, elle s'est lancée à fond dans la bagarre. Maintenant. il n'y a plus grand monde, de la rue Nollet à la rue de Lévis, qui ignore qui elle est ni pourquoi elle se bat. Où qu'elle se trouve, maintenant, les questions affluent.

Dans cette partie déshéritée du dix-septième où des personnes âgées vivent encore misérablement — oubli de Chirac ? —, où des travailleurs immigrés s'entassent dans des logements insalubres et chers, les smicards veulent savoir combien ils toucheront si la gauche passe. Les mal-logés veulent savoir ce qu'on leur réserve dans ce futur ensemble prévu le long du périphérique, près de la porte d'Asnières. « Là, avec les associations de quartier, on vient de marquer un point pour la qualité de la vie, s'enthousiasme Chantal. Le projet immobilier représente tout ce que l'on dénonce, tout ce qui rend la vie des gens sinistre et invivable ! » De plus, deux foyers de jeunes et un foyer de travailleurs immigrés initialement

→



Chantal Perez.





ELECTIONS 78

prévus dans l'ensemble ont mystérieusement disparu en cours de route. C'était trop. Une enquête d'utilité publique a été déclenchée. « On s'est battu comme des lions, poursuit Chantal. Et, hier soir, on a appris que l'avis des enquêteurs était défavorable pour ce projet. » Indiscutablement une première victoire.

L'acharnement des militants pour la qualité de la vie contre ce projet s'explique. Dans la circonscription, ils en ont déjà un bel exemple. De l'autre côté du boulevard périphérique, coïncés entre Levallois et cette artère au trafic incessant, six cent quatre-vingts familles parisiennes survivent, oubliées de tous. « Nous ferons toujours la guerre à ce type d'urbanisme », dit la candidate socialiste. Une belle épine dans le pied du député en place. Sans convaincre, celui-ci rappelle qu'il a demandé la couverture du périphérique à cet endroit. Mais les faits sont là : dans les quartiers chics, non loin de là, le boulevard est enterré. Ici, vacarme et vapeurs toxiques sont de rigueur. Tout s'explique : rien ne prouve que ces familles modestes, même satisfaites, auraient « bien » voté. Alors, tant pis pour elles.

Préaumont fait semblant de ne pas être inquiet ; mais, en réalité, il se démène comme un diable pour récupérer toutes les voix de droite. Ce qui pourrait jouer au détriment du centriste Paul Garson, éternel battu dans cette circonscription et qui pourrait, cette fois, ne pas même atteindre le second tour.

En face d'eux, à côté de Chantal Pérez, Jean-Louis Faure pour le P.c. Un peu plus de 6 % aux législatives en 1973, et pas de miracle à attendre.

Chantal Pérez et les sections nord et sud du P.s. savent qu'ils ne touchent pas encore au but. Mais ils s'acharnent, avec une conviction et une énergie qui portent déjà leurs fruits. Depuis décembre, dix adhésions ont été enregistrées. « Et des adhérents qui bossent », précise-t-on.

« Le Quotidien de Paris » vient de réaliser un sondage en interrogeant mille électeurs de la circonscription. A l'en croire, le P.s. devrait doubler ses voix de 1973.

DU TEMPS POUR AGIR ENSEMBLE

Le P.s. propose d'établir des rapports clairs entre les trois pouvoirs essentiels de la société : politique, syndical et associatif

HORS des institutions, les Français découvrent, depuis une dizaine d'années, une nouvelle façon de s'exprimer, de prendre des responsabilités. Ainsi s'est développé le phénomène associatif. Dans son colloque sur le cadre de vie, organisé samedi et dimanche derniers, le P.s. a reconnu le rôle capital que les associations sont appelées à jouer. Mieux, en discutant avec les intéressées des mesures à prendre pour leur donner une plus grande place dans la vie sociale, le P.s. a ébauché les axes d'une nouvelle organisation de la société.

Ce nouveau lieu d'équilibre collectif offre un terrain idéal de formation permanente et d'apprentissage des pratiques d'autogestion. Il y a, dans le fait d'« agir ensemble », une valeur d'éducation et, peut-être, une possibilité d'évolution des mentalités.

Plus simplement, l'association offre un outil privilégié d'expression des besoins de la population. Car elle prend en compte « le surgissement d'intérêts et de besoins que les institutions et les partis politiques n'arrivent pas à prendre dans leurs filets », selon la formule de François Mitterrand.

Le P.s. reconnaît également aux associations le droit de gérer : puisqu'elles assument certaines activités il n'est pas question de leur retirer cette part essentielle de leur pouvoir sans laquelle elles péricliteraient rapidement.

L'idée principale défendue par le colloque est simple : il s'agit de dégager trois pouvoirs — politique, syndical et associatif — et non de se contenter de leur coller une étiquette « contre-pouvoir » que l'Etat giscardien aime à utiliser mais qui ne repose sur aucune base réelle puisque les associations n'ont, en fait, aucun moyen d'intervenir contre l'administration.

Le P.s. avance huit propositions pour donner à la vie associative les moyens de se développer. La loi de 1901 serait maintenue, étendue aux étrangers vivant en France — les travailleurs immigrés, en particulier, ne peuvent pas fonder d'association loi 1901 — et nettoyée de ses utilisations abusives et commerciales.

Le P.s. souhaite donner aux individus les moyens de participer activement au fait associatif en créant un « statut de l'élu social », avec des « crédits d'heure » et des « congés animation ». Il veut également, par des conventions collectives, garantir ceux qui travaillent à temps complet dans les associations contre une exploitation parfois flagrante.

Ce secteur pourrait, en effet, créer de nombreux emplois, à condition de définir des postes moins flous que le classique « animateur » et de donner aux associations des certitudes financières qui leur permettraient d'embaucher.

Afin d'établir des liaisons claires entre les pouvoirs publics et les associations, le P.s. propose la création de « comités du développement culturel et du cadre de vie » auxquels participeraient les élus, les représentants des associations et les unions locales de syndicats.

Du point de vue financier, le P.s. a prévu plusieurs types d'aides. Aides en nature — mise à la disposition de locaux, facilités de ronéo et de secrétariat, facilités d'accès aux moyens d'information —, aides fiscales et aides directes. Auront droit à une allocation toutes associations reconnues d'utilité sociale, bénéficiant d'une large audience, fonctionnant démocratiquement et n'ayant aucun but lucratif.

Dans un deuxième temps les associations pourront passer des contrats avec l'Etat.

Le P.s. souhaite, pourtant, se garder de toute tentation autoritaire. Ni courroies de transmission des partis, ni secteurs fonctionnarisés, les associations, par leur travail, sont irremplaçables.

Le colloque a aussi proposé d'autres réformes, telles que la cinquième semaine de congés, la création d'un ministère des Loisirs et une aide-vacances personnalisée. Point commun, point central de toutes ces discussions sur le cadre de vie, l'ensemble des problèmes discutés ces jours-là touchaient à l'aménagement du temps.

Comme l'a dit Hubert Dubedout, « il faut avoir plus de temps pour assumer des responsabilités ».

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

changer la vie politique en France

Les fraudeurs démasqués

Le vote des Français de l'étranger n'a occasionné aucune fraude, et seule la gauche, toujours en quête d'une mauvaise querelle, peut le contester parce qu'elle considère nos compatriotes expatriés comme des demi-Français. Les propos lénifiants de ce « tonneau », développés de nombreuses fois au cours des derniers jours par MM. Barre, Poniatowski et autres Guiringaud, devraient aujourd'hui les contraindre à l'autocritique publique. A moins qu'ils n'aient cherché, en toute connaissance de cause, à couvrir l'un des plus grands scandales de la Ve République, ce « Watergate à la française » dénoncé par François Mitterrand.

Saisie en de multiples endroits, la Justice a commencé à se prononcer. Malgré l'argumentation fallacieuse de la droite et de ses avocats, les premiers tribunaux qui ont rendu un jugement ou porté des appréciations sur l'esprit de la loi du 19 juillet 1977 ont considéré que la désignation de la circonscription dans laquelle un électeur de l'étranger souhaitait s'inscrire devait résulter clairement du choix « personnel et individuel » de ce dernier. D'où le rejet, le 30 janvier, par le tribunal d'instance de Grenoble, de 62 demandes (58 d'entre elles provenaient de Casablanca et 4 de Buenos Aires. Même décision faite par le tribunal d'Auxerre pour 349 demandes d'inscriptions jugées irrégulières. Le tribunal d'Antony, qui a siégé le 30 janvier, devait rendre le 3 février son jugement sur les 35 demandes douteuses émanant de Belo Horizonte, au Brésil.

Saisi d'environ 250 demandes tout aussi sujettes à caution, dont 190 en provenance du Gabon, le tribunal d'instance du 10e arrondissement a tenu audience le 31 janvier. Plusieurs personnes représentaient, dans la salle, les Français de l'étranger. Elles ont permis — volontairement ? — de toucher la fraude du doigt.



Tel avocat s est étonné de ce que sa fille, ayant tenu à s'inscrire dans le 16e arrondissement, se retrouve dans le dixième. Tel Français revenu d'Angleterre, pour protester de sa bonne foi, permettra de vérifier qu'aucun numéro de circonscription n'était porté sur sa fiche. Tel autre Français venu de Belgique devra admettre que c'est le consul qui a rempli sa demande. Il apparaît qu'une vingtaine de Français d'Autriche se retrouvent inscrits à la fois dans la 8e et dans la 9e circonscription ; etc. Jugement sera rendu le 7 janvier.

A quand l'inculpation des fraudeurs ? Et celle de ceux qui ont cherché à les couvrir ?

La « France profonde »

Ignorant « la France de tous les jours », celle de tous les Français, le président de la République est allé parler devant « la France profonde ». Etrange vision des choses. C'est le même trouble de la vue qui a dû amener Valéry Giscard d'Estaing à parler aux Français comme à de grands enfants... Car c'est à cela qu'aboutit son « je vous aurais prévenu ».

Au fait, lors des élections municipales de mars 1977, ne disait-on pas que, grâce à la politique suivie par des nouveaux maires, les Français comprendraient que la gauche était le Mal incarné...

Le « bon choix » bis et ter

A l'Elysée, « on » est déçu. Sans espérer renverser la tendance grâce à un discours, le président de la République espérait au moins que son show de Verdun-sur-le-Doubs assainirait l'atmosphère. Les premières réactions ne lui permettent plus d'espérer : nous aurons donc droit, murmure-t-on, à deux autres prestations du président : une en février, la seconde en mars. Histoire de bien faire comprendre aux Français le « bon choix » de la droite.

LES SOCIALISTES DANS LES DEBATS ELECTORAUX

EUROPE 1

Vendredi 3 (19h 15) : Débat sur l'éducation avec Louis Mermaz
mardi 7 (19h 15) : 25e circonscription de Paris avec Claude Estier
mercredi 8 (19h 15) : Beauvais avec Walter Amsallem
jeudi 9 (19h 15) : Lyon avec Yvette Roudy

FRANCE INTER

jeudi 9 (7h à 8h) : « Petit déjeuner » avec François Mitterrand

R.M.C.

lundi 6 (13h 20) : Yvette Roudy

La journée Chtcharanski

Succès, le 29 janvier, pour le Comité de défense d'Anatole Chtcharanski : deux mille personnes, dont des représentants des partis de gauche et des organisations humanitaires, ont participé à la journée de solidarité avec le jeune dissident juif soviétique qu'il avait organisée à Paris.

L'essentiel des débats a porté sur l'antisémitisme en U.r.s.s. Deux dissidents soviétiques, Ida Nudel (de Leningrad) et l'académicien Sakharov, ont dit par téléphone l'importance qu'avaient ces prises de position et ces campagnes internationales en faveur de ceux sur qui s'abat la répression. Car, s'il faut sauver Chtcharanski d'une éventuelle condamnation à mort, il est urgent aussi de sauver Edouard Kouznetsov — condamné à dix ans de détention dans un camp à régime sévère pour avoir tenté avec d'autres juifs de Leningrad de détourner un avion vers la Suède — qui, déjà gravement malade, risque de mourir d'une grève de la faim à laquelle il ne veut pas renoncer.

changer la vie sociale

Femmes : la C.f.d.t. sans fard

« Ça, c'est la C.f.d.t. ! » Ce ton approbateur avec une pointe d'admiration, de nombreux participantes et participants l'ont eu au cours des deux journées de la conférence organisée par la C.f.d.t. sur le thème : « Travail des femmes et action syndicale ».

Dans la plus pure tradition de l'organisation, la centrale de la rue Cadet a décidé de jouer cartes sur table et de discuter publiquement de tout ce qui ne va pas dans ce domaine. D'entrée, Jeannette Laot, secrétaire nationale, a donné le ton : « A la C.f.d.t., nous sommes au clair sur l'analyse des causes de la surexploitation des 6 millions de travailleuses salariées par le capitalisme. Nous sommes au clair, aussi, sur la conception de l'action à mener pour la supprimer. Mais il faut bien reconnaître que nous ne parvenons pas à passer à la mise en œuvre dès qu'il s'agit de l'action de masse, dans les entreprises. »

Ce fossé entre la théorie et la pratique — car il s'agit bien d'un fossé, nulle militante n'a essayé de le dissimuler —, neuf rapports émanant de régions et de branches industrielles différentes témoignent de son ampleur.

C'est dans cet esprit que tout au long de ces deux journées a été dénoncé l'appauvrissement général entraîné par l'exploitation des femmes. Leur sous-qualification n'a-t-elle pas des répercussions directes sur la parcellisation des tâches et sur la déqualification générale des travailleurs? Leur sous-rémunération n'a-t-elle pas des conséquences directes sur le salaire des travailleurs ? Les salariés n'ont-ils pas accepté plus facilement d'habiter loin de leur lieu de travail parce que leur femme à la maison préservait un peu leur confort ?

Autant de questions que la C.f.d.t., si elle ne prétend pas les régler, a voulu soulever. Avec la volonté de déboucher sur des propositions concrètes pour que se rencontrent enfin pratique et théorie.



Jeannette Laot.

P.t.t. : un vacataire contre le ministre

François Llamas fait partie des 7 000 vacataires embauchés dans les P.t.t. pour des emplois précaires, sans aucune garantie, scandaleusement rémunérés et aux conditions draconiennes. Cette politique d'embauche de vacataires se situe dans le cadre du « contrat formation » du gouvernement dans le secteur privé.

L'embauche de 300 000 jeunes de moins de 25 ans a pour seul objectif de dégonfler le chiffre des chômeurs. Et la publicité du ministre Ségard pour les 3 000 jeunes dans les P.t.t. ne résoudra en rien le problème des effectifs dans cette administration qui nécessite la création de 50 000 emplois de titulaires. Au centre de tri de Créteil, la C.g.t. et la C.f.d.t. réclament 100 unités supplémentaires, afin de créer des postes de travail et d'augmenter le volant de remplacement. L'incurie administrative en matière d'effectifs se traduit par l'embauche de vacataires ou d'auxiliaires saisonniers au coup par coup.

Après avoir traduit François Llamas devant le tribunal des référés, le ministre Ségard l'a fait convoquer devant le commissariat de police, espérant par ce coup stopper la volonté de lutte des postiers de Créteil et des travailleurs des P.t.t. en général.

Mal lui en prit. La riposte a été immédiate : occupation des locaux de la direction départementale afin d'obtenir une entrevue avec le directeur. Celui-ci refusa, malgré l'intervention des élus socialistes de la ville de Créteil. Il préféra recourir à la force et fit évacuer par la police les locaux de la direction départementale.

Aussitôt, les syndicats ont décidé de cesser le travail au centre de tri et de l'occuper.

Les socialistes, qui les soutiennent, n'accepteront pas que l'on prive de travail un vacataire qui a « osé » revendiquer pour de meilleures conditions de vie. Pas plus qu'ils n'accepteront que l'administration ait entériné un tel licenciement.

La lutte pour la réintégration de François Llamas continue, et le G.s.e. de Créteil la soutient, ainsi que la section socialiste de Créteil et la municipalité, qui sont présents dans toutes les actions (rassemblement départemental de Créteil, manifestation régionale au ministère, etc.).

Langevin-Wallon contre la saleté

Le jeudi 26 janvier, l'ensemble du personnel du C.e.s. Langevin-Wallon de Saint-Gratien a commencé un mouvement de grève pour protester contre les conditions d'hygiène et de travail — qui ne permettaient plus aux enseignants d'assurer leur tâche d'éducation.

En effet, le C.e.s. a été nationalisé le 1er janvier 1977, mais avec effet rétroactif à dater du 1er janvier 1976. La municipalité avait passé une convention avec le rectorat afin d'assurer une transition en douceur ; convention par laquelle elle maintenait huit agents jusqu'au 31 décembre 1977. Le principal du C.e.s. et la municipalité sont intervenus pour signaler le problème posé par la fin de l'échéance.

Les quatre délégations envoyées au ministère, au rectorat, à l'inspection académique et à la préfecture, le 26 janvier, ont obtenu une proposition verbale de l'inspecteur d'académie que, d'ici une semaine, quatre agents prélevés dans les établissements voisins soient envoyés à Langevin-Wallon.

Après avoir poursuivi le mouvement de grève afin d'informer les autres établissements et d'étendre l'impact de l'action, à 15 heures, le 27 janvier, l'assemblée générale du personnel décide la reprise du travail, la mission d'action et d'information étant provisoirement terminée. Mais les agents, estimant qu'il était impossible, vu la saleté du C.e.s., de le remettre en état à eux seuls, ont décidé de rester en grève jusqu'à l'arrivée de leurs collègues.

Une délégation du personnel a été reçue par M. Cavelier, maire de Saint-Gratien, qui assure le personnel du soutien matériel de la municipalité pour toute action à mener.

Grève à la T.n.e.e.

Depuis six mois, on parlait de 285 licenciements chez T.n.e.e., société de chauffage et d'électricité, filiale du groupe Pont-à-Mousson. Cette fois, cela se précise. L'inspection du travail devait être saisie, jeudi après-midi, de cette affaire. Mais, au siège de la société, 90, rue Cardinet, dans le 17e arrondissement parisien, syndicats et salariés ont décidé de ne pas se laisser faire. Aussi ont-ils décidé de

se mettre en grève ce jour-là, après avoir alerté la presse sur ce qui se trame contre eux.

Claude Andren, pour la section du 17e sud, a déjà apporté à ces travailleurs l'appui du Parti socialiste.

La Caisse d'épargne veut brader

La Caisse d'épargne de Paris manque absolument de pudeur. Son directeur général, M. Viet, menace de vendre les 1 800 logements dont elle est propriétaire à Paris et en banlieue. Alors que, ce patrimoine, elle le doit à l'aide de l'Etat et de la Ville de Paris.

Dans le 13e arrondissement, 900 logements ont, en effet, été réalisés pour son compte par la société civile immobilière de la Caisse des dépôts avec des subventions de 10 000 francs par logement, la Ville ayant, pour sa part, acheté les terrains pour les équipements, les écoles et les voies publiques.

Daniel Benassaya, conseiller socialiste du treizième, a écrit à ce sujet une lettre à Jacques Chirac. Il s'y inquiète également des charges abusives que réclame la Caisse d'épargne à ses locataires et du règlement intérieur imposé par un organisme semi-public « d'une dureté telle qu'on peut se demander, par la multiplication des interdictions, si le gérant et son gardien-chef ne confondent pas logement et prison ».

Drogue : pas ceux que l'on croyait

La Fédération de l'Education nationale vient de faire connaître les résultats d'une enquête sur la drogue en France. L'ouvrage qu'elle publie, d'une centaine de pages, est le résultat d'un an de travail. Le moins que l'on puisse dire est qu'il met à mal beaucoup d'idées reçues.

Ainsi, les lycées et les universités ne sont pas, comme beaucoup voudraient le faire croire, des pépinières de drogués. Sur un échantillon de 901 drogués interpellés par la Brigade des stupéfiants, 46 % sont des sans-emploi : le chômage responsable numéro un de la drogue, voilà un fait que Monique Pelletier, « Madame Drogue », n'a pas tellement souligné dans son propre rapport !

Boutique Santé

Au 75, rue Clisson (métro Nationale), dans le 13e arrondissement, vient de s'ouvrir une « Boutique Santé ». Les mardis et vendredis le public est invité à y venir causer des problèmes de santé — pas pour demander une consultation !

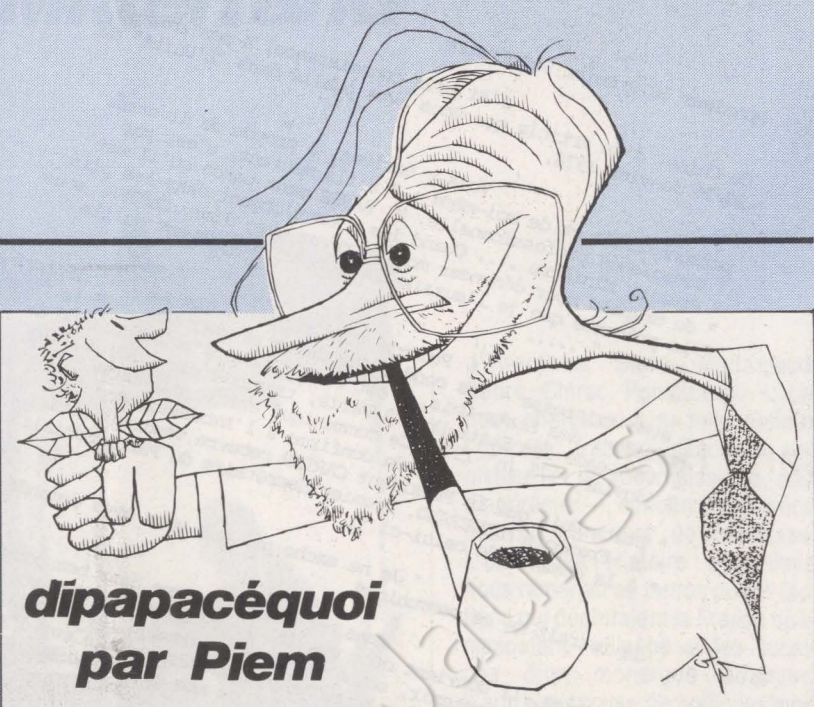
Les jeunes médecins qui sont à l'origine de cette initiative veulent en faire un point de rencontre qui permette à tous de prendre conscience que la santé est un problème politique.

Pas folle, la guêpe !

Peut-être l'avez-vous déjà reçue. C'est une lettre d'E.d.f. vous précisant le jour et l'heure du relevé de votre compteur. Et ajoutant très civilement : « Au cas où la date ne vous conviendrait pas, nous vous offrons la possibilité de demander le passage sur rendez-vous, mais il vous en coûtera 22,50 F. » En toute simplicité...

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE
Vigneron
21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
19 à 23 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
tél. : (23) 82.01.97.



dipapacéquoi par Piem

AU CARREFOUR « SOCIAL-DEMOCRATE »
RAYMOND BARRE A DECLARE :
« NE LAISSONS PAS A D'AUTRES
LE MONOPOLE DU MOT SOCIALISME »

Le père, ce jour-là, était de garde au bureau de la section socialiste qui jouxte Matignon, son fils à ses côtés l'aidait à coller des enveloppes. C'était une tâche obscure, fastidieuse et nécessaire que le militant de base remplissait avec obstination. Ils avaient déjà envoyé plus de mille messages, dénonçant, annonçant, convainquant.

« Dis, papa, demanda l'enfant, crois-tu que notre effort portera ses fruits ? »

A cet instant, la porte du petit local s'entrebâilla et le fruit apparut.

C'était un beau fruit rondouillard, Raymond Barre et mûr à souhait.

« Vive Proudhon, vive Jaurès, vive Léon Blum, s'écria-t-il. Marchais m'a convaincu : je viens demander mon inscription au P.s. »

Il dit et s'écroula en larmes dans les bras du militant de base.

Pendant que l'enfant passait la serpillière sur le parquet détrempé, Raymond Barre épanchait son cœur.

« Comme M. Jourdain, j'étais socialiste sans le savoir...

— Que voulez-vous apprendre ? », dit le père.

« Tout ce que je pourrai, car j'ai toutes les envies du monde d'être un vrai socialiste ; et j'enrage que mon père et ma mère ne m'aient pas fait bien étudier dans toutes les sciences politiques quand j'étois jeune.

— N'avez-vous point quelques principes, quelques commencements des sciences ?

— Oh ! oui, je sais lire et écrire : VIVE LE SOCIALISME », sanglota le gros fruit.

(« Belle sottise, vos petits yeux me font mourir de rire », murmura l'enfant en serpilliant.)

« Cela est bien, dit le père, et pour prouver votre science vous partirez par les rues et les chemins muni d'un pinceau et d'un pot de peinture afin d'inscrire partout cette belle maxime. Quand vous aurez rempli cette noble mission, nous verrons si nous pouvons vraiment vous accueillir en notre compagnie. »

Raymond Jourdain, qui rêvait d'être le premier Premier ministre socialiste de la Ve République, partit aussitôt accomplir sa tâche. Dans la rue, son premier geste fut d'inscrire son nouvel acte de foi sur les murs de Matignon.

Il ne put, hélas ! aller jusqu'au bout : un agent de la force publique l'arrêta dans son geste ; on l'embarqua vers d'autres rivages.

Il ne reste de cette conversion brutalement interrompue qu'une inscription inachevée, et sous les fenêtres du Premier ministre en exercice on peut lire :

Vive le so

LA LETTRE DE RAYMOND BARRE

PARIS, le 26 Janvier 1978

Monsieur le Premier Secrétaire,

J'ai pris connaissance, à mon retour de Chine, d'un article que vous avez publié dans "L'Unité" du 20/26 Janvier 1978.

Vous y écrivez, à propos de diverses personnalités et de moi-même : " S'ils mentent, c'est par conscience professionnelle. M. BARRE ment parce qu'il est Premier Ministre .... Quand ils s'enveloppent dans les plis du drapeau pour dénoncer mon entrevue avec Jimmy CARTER, sous le prétexte que je l'aurais sollicitée, ils savent qu'ils mentent " .....

- avec tristesse - les conditions de votre entrevue avec le Président des Etats-Unis, c'est sur la base d'un communiqué de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris, transmis par l'A.F.P., le 3 janvier 1978 (n° 159). Ce communiqué est le suivant :

" Etats-Unis que le Président CARTER recevra vendredi matin,
" M. François MITTERAND, Premier Secrétaire du Parti Socialiste
" à la demande de celui-ci ".

Puis-je vous rappeler que si j'ai déploré le retrait de ce communiqué.

Je ne sache pas que vous ayez demandé d'autres, il convient donc que les équivoques que vous vous plaisez à entretenir, soient soulignées devant les Français. Le premier devoir d'un homme politique responsable est d'assumer ses responsabilités. Je laisse à tous nos compatriotes le soin d'apprécier votre singulière audace.

Dans ce domaine, comme dans beaucoup aux accusations que vous avez portées contre moi, je rends publique cette lettre et vous prie de l'insérer dans le prochain numéro de l'Unité.

Etant donné la forme publique donnée

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Secrétaire, l'expression de ma considération distinguée.

Raymond BARRE

Monsieur François MITTERAND
Premier Secrétaire
du Parti Socialiste

LA REPONSE DE FRANÇOIS MITTERRAND

Paris, le 26 janvier 1978.

Monsieur le Premier Ministre,

Par lettre publique de ce jour, vous protestez contre les termes de ma chronique de "l'Unité" parue le 20 janvier dernier.

Je regrette que les moyens que vous offrent vos fonctions ne vous aient pas permis d'apprendre que, dès le lendemain de la dépêche de l'A.F.P. dont vous faites état et devant la presse nationale et étrangère à Paris, j'ai démenti cette information. De même, le 6 janvier, à l'issue de mon entretien avec le Président des Etats-Unis d'Amérique, j'ai également devant la presse réitéré cette mise au point. Mieux informé, vous auriez évité une erreur de fait doublée d'une erreur de jugement.

Le premier devoir d'un homme politique est de dire la vérité. Tel est le sens des propos que j'ai écrits dans "l'Unité" et qui servent aujourd'hui de prétexte à la polémique que, dès votre retour de Chine, vous essayez de relancer.

Je remarque enfin que ma chronique vous mettait en cause à propos de la fraude sur les conditions de vote des Français de l'étranger, fraude organisée sous la caution, sinon sous la direction, d'un service public dont vous avez, par ministre interposé, la charge, et que vous n'en dites mot dans votre lettre.

Dois-je interpréter ce silence comme la confirmation que de graves irrégularités ont été commises ou comme l'annonce d'une prochaine correspondance?

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

François Mitterrand

Monsieur Raymond BARRE
Premier Ministre

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ma part de vérité par François Mitterrand



Mercredi 1er février

Mon premier témoin sera Jean Daniel. C'est à lui, en effet, que j'ai parlé pour la première fois, au début de l'année dernière, de mon désir d'aller, avant l'été, aux Etats-Unis d'Amérique. Il y songeait de son côté. Nous projetâmes aussitôt d'entreprendre ce voyage ensemble. Je lui dis que je m'en réjouissais comme d'une halte heureuse. Il s'en étonna : « Mais la politique vous suivra partout ! » Je lui répondis que je comptais obéir à quelques invitations personnelles en souffrance depuis longtemps, que j'aimerais m'arrêter chez Kay Graham, propriétaire du « Washington Post », croisée naguère chez un ami parisien, rencontrer Guinan, l'admirable peintre du petit peuple noir, Galbraith, Leontieff (Jean Daniel ajouta : « N'oubliez pas Saül Bellow »), que je voulais retrouver le fil des promenades perdues, l'envoûtement de Manhattan et cette impression que me donne l'Amérique d'une terre à rêver, d'une immensité disponible, enfin que j'éviterais Washington, les salles de rédaction, le circuit politique et para-politique de New York, bref le rituel. Il m'objecta qu'il serait intéressant pour moi de connaître Carter, qui venait d'être élu. J'en convins, mais je terminai notre conversation sur ces mots, qu'il n'a pas oubliés : « J'ai appris à ne plus poser les questions inutiles. Pourquoi mettrais-je Carter dans l'embarras ? Il lui serait difficile de heurter Valéry Giscard d'Estaing, fort sourcilleux sur ce sujet. Et moi, je ne sais pas, je ne veux pas demander. »

Mon deuxième témoin sera Jean-Pierre Cot. Il devait partir à la mi-janvier pour New York. Je profitai de l'occasion pour le charger d'une mission auprès de la nouvelle équipe dirigeante Cyrus Vance et Zbigniew Brzezinski : présenter les vues du Parti socialiste français en matière internationale ; s'informer du tempérament, du style, des intentions et des tendances du petit groupe d'hommes appelés désormais à ordonner, pour une large part, le cours des choses dans le monde. Afin qu'aucun doute ne fût possible sur la nature de cette démarche, je lui recommandai de préciser à ses interlocuteurs que mon prochain séjour aux Etats-Unis n'aurait aucun caractère public et que je ne passerais pas par la capitale fédérale. Deux témoins encore, Michel Rocard, qui se joignit à Jean-Pierre Cot, et Robert Pontillon, qui le suivit de peu, furent munis des mêmes instructions.

Mon cinquième témoin sera Pierre Salinger. Trois jours avant la parution du numéro 1377 de « l'Express » daté 28 novembre-4 décembre 1977, l'ancien conseiller de John Kennedy m'adressa une aimable lettre pour m'avertir qu'il publiait une interview à lui accordée par Jimmy Carter et que ce dernier, à la question « Rencontrerez-vous des leaders de l'opposition : M. François Mitterrand, par exemple ? », avait acquiescé : « Oui, je le rencontrerai volontiers. » Deux semaines plus tôt ou à peu près, le 6 novembre, le même Salinger m'avait demandé, avant que ne commençât le Club de la presse d'Europe 1, auquel nous participions l'un et l'autre : « Verrez-vous Carter ? », ce à quoi j'avais répondu : « Je n'en sais rien. Le problème n'a pas été posé. Mais, depuis la déclaration du département d'Etat du 6 avril, c'est dans l'air. » Enfin, quand le 11 décembre, lors d'une conférence de presse que je tenais rue de l'Université, on m'avait interrogé de nouveau : « Le président Carter a fait savoir qu'il désirait vous rencontrer au mois de janvier. Jugez-vous qu'il soit opportun de le rencontrer, justement à cause des interprétations que l'on pourrait donner à cette rencontre ? », je n'avais pu que répéter, comme en fait foi le texte enregistré : « J'ai lu dans un journal, et je crois aussi dans une dépêche d'agence, que tel était le souhait du président Carter. Tant que je n'en saurai pas davantage et par d'autres canaux, je me garderai d'exprimer quelque opinion que ce soit. »

On connaît la suite : la dépêche de l'A.f.p. du 3 janvier ; mon démenti du lendemain : « Il n'y a eu aucune demande de part et d'autre » ; l'entrevue avec Jimmy Carter le 6 janvier ; ma déclaration à l'issue de cette entrevue, sur les marches de la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis : « Je n'ai rien demandé à personne », et à partir de là le flot d'invectives, Barre, Guiringaud, Debré, Chirac, Poniatowski, Lecanuet, cherchant à qui mieux mieux l'outrage, frappant chacun à son niveau — je vous laisse le soin d'apprécier —, concurrents intrépides au concours de bassesse. L'un évoqua l'Histoire : cette visite nous ramenait au temps où les factions qui déchiraient la France quémandaient l'alliance et les subsides d'un monarque étranger. L'autre m'accusa de solliciter mon « investiture » et la « bénédiction » du président américain. Un troisième, M. Peyrefitte, consulta le dictionnaire, ses nombreux collaborateurs, le secrétaire perpétuel de l'Académie française et, toutes ressources épuisées, finit par soupirer que ce n'était pas « convenable », avant de courir au commissariat de police voisin pour y remplir son devoir de citoyen-délateur. On entendit le petit air de flûte du ministre des Affaires étrangères. M. Barre, enfin, parla de « la dignité de la France », comme d'autres annoncent que « Madame est servie ».

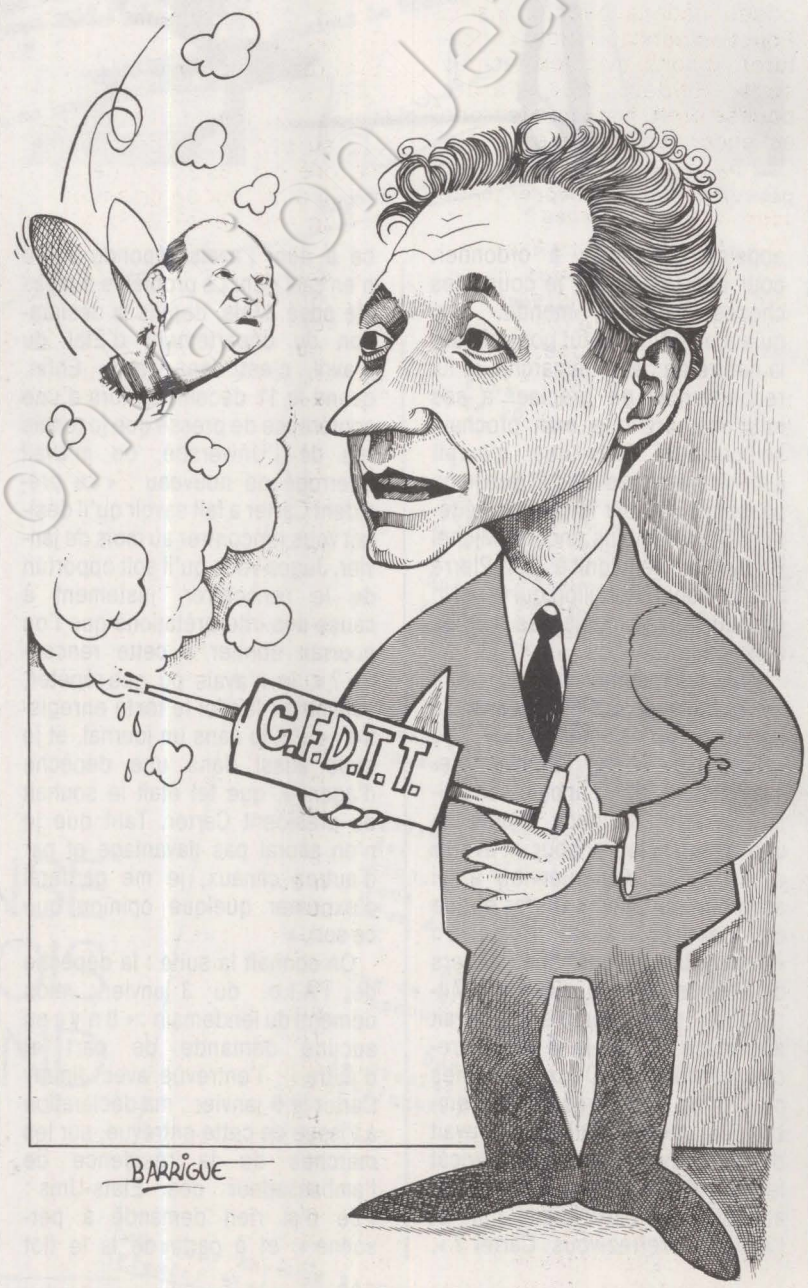
Morale de cette histoire : la certitude grandissante de leur échec électoral tourne les sangs de ceux qui nous gouvernent, à la semaine, pour six semaines. Que si le président de la République, le seul à droite à garder tête froide et langage pesé, les invite à penser que la France continuera de vivre au-delà du 19 mars, même sans eux, je lui dirai merci. Pas pour moi. Pour tous les Français. Dont nous sommes.

Pour le reste, trois observations. Primo : le rendez-vous a été préparé par l'ambassade des Etats-Unis à Paris, en accord avec notre secrétariat international. Secundo : j'ai été heureux de rencontrer le président des Etats-Unis d'Amérique et je crois cette approche utile. Tertio : la déclaration sur mon rôle « bénéfique » a été faite par Jimmy Carter *avant* notre rencontre.

Un dernier mot — vous jugerez s'il faut en rire : le fameux communiqué de l'ambassade sur lequel M. Barre appuie sa démonstration et qu'il me somme de démentir... n'existe pas.

EDMOND MAIRE : "PRIORITE A L'UNION"

Evénement le plus marquant de la semaine sociale : deux mois avant les élections, la C.f.d.t. a fait le point. Le conseil national de la C.f.d.t., qui rassemble les représentants de toutes les fédérations et régions, vient de se réunir du 26 au 28 janvier, comme il le fait trois fois par an. Principal point à l'ordre du jour: la discussion du rapport de Jacques Moreau sur «la situation générale et l'action revendicative ». Edmond Maire explique pour « l'Unité » les conclusions tirées de ces débats et les perspectives que s'est données la C.f.d.t.



« L'UNITE ». — Les débats de ce conseil national ont été, paraît-il, animés...

EDMOND MAIRE. — Comme toujours. Nous tenons à rester une organisation qui ne s'enferme pas dans un dogme, qui ne s'abrutit pas de certitudes. Donc, nous nous interrogeons. Et, quand nous nous interrogeons sur la manière dont s'applique notre stratégie, sur l'attitude de nos différents partenaires, sur nos responsabilités dans les insuffisances de l'action, des militants se demandent si l'acquis fondamental de la C.f.d.t. est mis en question. Cela s'est produit au conseil national. Mais, quand il a été clair pour tout le monde que la stratégie était inchangée, que le seul problème à débattre était justement son efficacité et sa mise en œuvre, les esprits troublés ont été rassurés. Quant aux observateurs extérieurs s'étonnant de nos interrogations à deux mois des élections, nous leur répondons : nous trouvons, nous, la période excellente pour se poser des problèmes de fond.

— Bref, cétait le grand ménage avant les élections ? Le nettoyage avant le printemps ?

— Disons plutôt la revue de détail...

— Dont les conclusions ne semblent guère optimistes : la C.f.d.t. estime aujourd'hui qu'elle n'est pas parvenue à donner la priorité à l'action et que le plan Barre n'a pas été mis en échec. Quelles sont les raisons de ce bilan plutôt négatif ?

— Nous avons toujours considéré que les luttes sociales étaient le moteur des changements. Entre cette affirmation et la réalité de la dernière période, la marge est grande. Certes, les luttes sociales existent dans notre pays. Mais, à notre sens, elles n'ont pas été à la hauteur du défi lancé par une politique économique et sociale alliant le chômage et la baisse du pouvoir d'achat à la régression des libertés.

Dès le lancement du plan Barre, en septembre 1976, nous avions défini la stratégie à adopter pour combattre cette politique. Nous avions décidé de donner la priorité aux luttes de branche, sans pour autant les opposer aux journées nationales ou aux actions locales. Cette même orientation a été réaffirmée au conseil national. Nous avons aussi rappelé que nous n'avions jamais pensé mettre en échec le plan Barre en quelques semaines. Nous disions en septembre 1976 : ce n'est qu'au bout d'un certain temps, d'une certaine continuité de l'action, que nous saurions qui l'emporterait. Aujourd'hui, nous avons assez d'éléments pour juger.

— Barre l'a emporté ?

— Non, pas exactement.

Je crois que notre action, malgré ses insuffisances, a eu un mérite non négligeable. Elle a fait progresser, parmi les travailleurs et l'opinion publique, le refus d'une politique économique et sociale désastreuse. Et cela a énormément contribué à la progression de la conscience de gauche — au sens large — dans le pays. Donc, nous ne regrettons absolument pas cette dénonciation globale du plan Barre : les journées nationales du 24 mai et du 1er décembre, par exemple, en ont montré le sens et la portée. Nous avons également mené des actions locales efficaces, avec des résultats, dont les moindres ne sont pas d'avoir obtenu le redémarrage d'entreprises.

Mais, au plan des branches professionnelles, nous n'avons pas pu imposer les reculs qu'auraient nécessités la situation. Inutile de faire l'autruche en niant cette évidence, c'est ainsi.

— Pourquoi ?

— Pour deux raisons principales.

La première tient aux interlocuteurs patronaux et gouvernementaux qui, avec une fermeté jamais démentie, ont maintenu une politique intransigeante. Je dirai même qu'ils se sont beaucoup plus conduits en politiciens partisans qu'en adversaires économiques classiques. Le C.n.p.f. est devenu une officine politique, engagée à fond dans la bataille pour le succès de la droite. Solidaire avec le gouvernement, en accord avec le programme de Blois, il considère qu'il faut tirer une croix sur les votes des trois quarts des ouvriers, et qu'il est donc inutile de faire des concessions à leur égard. Il préfère réserver d'éventuels « cadeaux » électoraux à des catégories plus fragiles qui, votant auparavant pour la majorité, tendent aujourd'hui à s'en éloigner.

— Le mouvement syndical s'était-il déjà heurté à une intransigeance aussi nette ?

— A ce point-là, jamais. On peut remonter très loin. Dans

les années soixante, Debré avait recommandé de limiter à 4 % les hausses de salaires pour l'année suivante. La lutte syndicale a fait sauter la consigne. Plus récemment, Chirac a décidé, deux ans de suite, quand il était à la tête du gouvernement, de limiter les augmentations de salaires à l'indice des prix. Deux ans de suite, cette limite a été sérieusement repoussée. Avec Barre, probablement en raison de l'approche de l'échéance électorale, nous avons un gouvernement qui a joué son avenir sur le succès d'une politique dure. Et, effectivement, la politique du plan Barre a été appliquée. Mais elle n'était pas de nature à résoudre les problèmes d'emploi ni les inégalités. Bien au contraire. Les résultats ont été l'inverse des intentions gouvernementales affichées. Ce qui met la majorité actuelle dans une situation pré-électorale fort difficile et nous permet de ne pas considérer nos insuffisances comme une défaite.

— Quelle est l'autre raison de ces insuffisances ?

— C'est la surestimation de ce que pourrait apporter une victoire de la gauche. Les forces politiques du Programme commun et la C.g.t. ont, dès le départ, présenté un succès électoral comme la solution miracle permettant de satisfaire les revendications. Il aurait fallu mettre au contraire l'accent sur la nécessaire convergence de la bataille politique avec les luttes sociales. A notre avis, cette nécessité a été oubliée. Nous avons souvent combattu de telles conceptions, qui conduisent à l'attentisme électoral. Mais nous avons été insuffisamment entendus. Et, il faut le reconnaître, des syndiqués C.f.d t. ont, eux aussi, fait la sourde oreille.

— Justement, ne croyez-vous pas que la C.f.d.t. porte une partie de la responsabilité de cette attentisme ? Elle l'a toujours dénoncé, c'est vrai. Mais comment l'a-t-elle concrètement combattu ?

— Il faut bien voir que nous-mêmes sommes dans un pays, dans une société, avec d'autres forces populaires. Les diverses forces s'interinfluencent, si l'on peut dire. Et il est vrai que, bon gré, mal gré, nous nous sommes trouvés nous aussi plongés dans cette ambiance.

Mais il nous semble que la situation actuelle permettra de dépasser cette attitude négative. Une vue réaliste sur la situation en cas de victoire de la gauche jouera en ce sens. Car, même en cas de négociation positive entre le mouvement syndical et le gouvernement, il restera les chambres patronales ; qui, elles, feront très certainement obstacle à des progrès sociaux importants. C'est pourquoi notre conseil national a insisté sur la priorité à donner à l'action par branche. Il est indispensable de combler ce manque dans notre stratégie d'action : un manque crucial dans une politique d'action articulée, qui part des actions locales, converge au plan national, et a un point d'appui central : la lutte dans les branches, dans les entreprises nationalisées, dans la Fonction publique. Pour caricaturer, disons que les racines sont solides, que l'arbre pousse droit, mais que le tronc est encore un peu frêle.

— Pourquoi la C.f.d.t. n'est-elle pas arrivée à développer cette action dans les branches ?

— Prenons un cas flagrant : l'Union des industries métallurgiques et minières. Une chambre patronale qui, depuis des années, refuse, contre vents et marées, une convention collective nationale des travailleurs de la métallurgie. Or, l'action que nous avons menée n'a pas été assez centrée sur cette priorité, et nous n'avons pas pu développer de lutte centrale des métallos arrivant à l'imposer. Seul un processus se développant avec continuité dans un secteur professionnel aurait été de nature à apporter des résultats de ce type. On le voit bien avec les P.t.t. ou les Banques — qui ont mené, ces dernières années, les seules grandes luttes de branche que nous ayons eues : même s'ils n'ont pas obtenu de négociation immédiate, les résultats ont quand même été importants, surtout dans les P.t.t.

— L'exemple de la métallurgie est-il vraiment bien choisi, dans la mesure où l'unité d'action y a été, souvent, plus que problématique ?

— Il faut reconnaître que la question des formes d'action a souvent été au cœur des difficultés entre les deux fédérations des métaux.

Et cela mène à analyser de plus près la logique de nos deux organisations. Pour la C.g.t., la transformation de la société suppose, certes, une mobilisation syndicale sur les revendications immédiates, mais elle implique d'abord des changements politiques. Pour la C.f.d.t. changer la société suppose, en premier, une mobilisation sociale — et donc syndicale. Et les rapports d'unité d'action sont avant tout une confrontation de ces deux logiques.

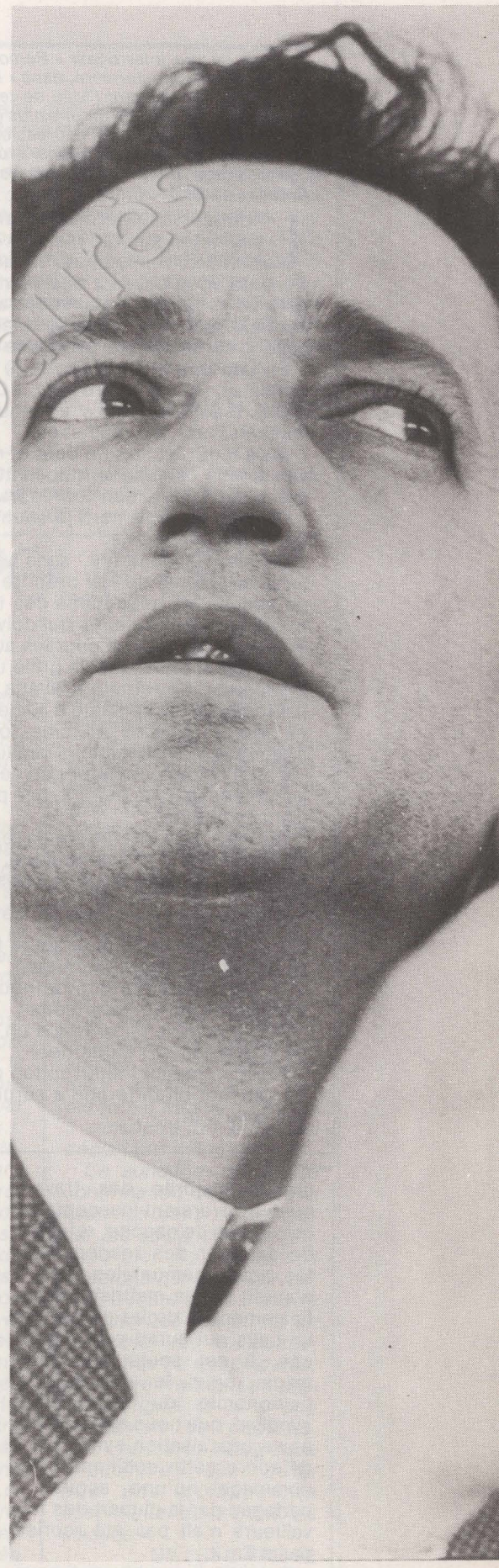
— Le conseil national a également jugé les interventions de la C.f.d.t. sur les forces politiques.

— Oui. Nous les avons trouvées positives, et je voudrais prendre trois exemples concrets.

Le premier : notre attitude par rapport au Programme commun. En avons-nous entendu, des critiques sur ce vilain canard qui voulait rester à l'écart d'un programme forgé exprès pour nous en 1972 ! Nos camarades de la C.g.t. nous l'ont souvent dit : eux, au moins, ont mis toutes leurs forces au service du programme élaboré par les partis de gauche. Nous, tout en disant oui à l'union des forces de gauche, nous avons voulu confronter nos aspirations aux leurs. Et, finalement, qui a fait le plus évoluer le Programme commun, sur l'autogestion, les inégalités, les conseils d'atelier, par exemple ? Je suis désolé si cela ne semble pas modeste, mais je dirai que c'est la C.f.d.t. D'ailleurs, nos partenaires trouvent aujourd'hui notre attitude positive, ils nous le disent. Comme quoi l'indépendance peut payer !

Quand, en août dernier, nous avons critiqué non seulement les insuffisances du Programme commun, mais aussi, plus précisément, certaines insuffisances du P.s. (en matière d'inégalités par exemple), nous avons eu des réactions internes. Les faits ont montré que les positions du P.s. n'étaient pas figées, et plusieurs ont évolué dans un sens que nous jugeons positif.

A partir de la division de la gauche, en septembre, il est vrai que nous avons exercé une critique prioritaire sur le P.c. Dès cette époque, nous avons estimé — cela a été confirmé par la suite — qu'il prenait ses distances, jugeant le rapport de forces défavorable pour lui. Après sa conférence nationale, nous avons repris cette critique plus vigoureusement encore. Car nous pensons pouvoir dire que la



TRIBUNE

C.G.T. : UN MALAISE SALUTAIRE

Sous le titre interrogatif « Remous à la C.g.t. ? », Georges Séguy a publié, la semaine dernière, dans « le Monde », un important article dans lequel, tout en rejetant l'idée de tendances organisées au sein de son organisation, il a admis qu'une plus grande place devait être donnée dans la presse confédérale à l'expression des opinions diverses de militants de la C.g.t. Nous contribuons à ce nécessaire débat en publiant ci-dessous une tribune d'un des responsables du syndicat C.g.t. des Bureaux-gares des P.t.t.

« L'Unité », ces dernières semaines, semble avoir ouvert un feuilleton sur « le malaise de la C.g.t. ». Dans votre dernier numéro, vous appuyant sur les résultats des élections chez Renault, vous estimez que ce malaise peut même se chiffrer. Il est des résultats, notamment au Crédit lyonnais, qui nuancent quelque peu votre analyse. Mais laissons là cet aspect qui est second par rapport au problème qui nous préoccupe.

En tant que militant C.g.t., je voudrais démontrer combien ce « malaise » est salutaire pour la C.g.t. elle-même.

Oui, il est vrai qu'il y a aujourd'hui des syndiqués C.g.t., des militants C.g.t. qui réagissent.

Mais leur réaction ne peut et ne doit pas être assimilée à je ne sais quelle campagne d'hostilité contre le secrétaire général de la C.g.t. et la direction confédérale.

Ce que, pour ma part, je souhaite, c'est que plus que jamais la C.g.t. soit elle-même.

Qu'elle se contente, sans vaine polémique, d'affirmer avec force sa volonté de voir prendre en compte par un gouvernement de gauche les aspirations des travailleurs. Le Smic à 2 400 F, la priorité aux bas salaires qui doivent voir leur pouvoir d'achat progresser plus vite que pour les autres salaires, la garantie du pouvoir d'achat pour tous, la grille unique de salaire du manœuvre à l'ingénieur. La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes. La semaine à 40 heures immédiatement pour parvenir aux 35 heures en cinq jours. Une politique de création d'emplois. Les allocations familiales augmentées de 50 %.

Force est de constater que ces revendications de la C.g.t. sont acceptées tant par le P.c.f. que par le P.s. (voir le programme qu'il vient de publier).

Sur les moyens à mettre en œuvre pour assumer cette nouvelle logique sociale et économique, il apparaît aussi qu'il y a de réelles convergences entre les positions de la C.g.t., du P.s. et du P.c.

Il s'agit :

— D'une fiscalité plus juste frappant principalement le grand capital et les grosses fortunes ;

— De la garantie que de nouvelles formes d'intervention des travailleurs seront favorisées ;

— De la mise en œuvre d'un seuil minimal de nationalisations dans le crédit et l'industrie.

Certes, depuis l'interruption des négociations entre les partis de gauche, un différend a surgi sur les nationalisations entre le P.s. et la C.g.t.

C'est pourquoi je souhaiterais revenir sur les positions prises en congrès par la C.g.t. sur ces problèmes. Pour cela, il suffit de se reporter au « Peuple » n° 1016 sur « les Propositions et les solutions de la C.g.t. ». Il y était indiqué : « La C.g.t. se prononce pour la nationalisation démocratique du crédit, des banques, des compagnies d'assurances, de la sidérurgie, de l'industrie du pétrole et de l'énergie atomique dans toutes ses composantes, des groupes dominants de l'électronique, de la grande industrie chimique et pharmaceutique, de la construction, des grands moyens d'équipement, des industries aéronautiques et aérospatiales, d'armement, de la construction automobile et de la marine marchande. »

En publiant ces « Propositions et solutions », la C.g.t. estimait qu'elle avait quelque chose à dire dans le débat que la gauche engageait sur l'actualisation du Programme commun.

Mais cette intervention restait dans les limites qu'impose le rôle même de l'organisation syndicale.

C'est ainsi que, comme nous venons de le voir, la C.g.t., dans ce rappel de ses choix, abordait le problème des nationalisations sans mentionner les neuf groupes industriels visés par le Programme commun de la gauche.

Visiblement, la C.g.t. n'était donc pas la plus qualifiée pour expliciter la signification exacte de cette proposition du Programme commun.

Rien donc ne peut justifier que la C.g.t. ne s'en tienne pas à dire, aujourd'hui, ce qu'elle disait en juin 1977 et qui n'est ni plus ni moins que la fidèle récapitulation des engagements de son dernier congrès national.

Nous sommes à la veille d'une échéance politique que chacun s'accorde à reconnaître comme pouvant être décisive pour les travailleurs. L'activité de la C.g.t. en cette période est donc déterminante. Organisation syndicale de classe et de masse, la C.g.t. regroupe des travailleurs qui se reconnaissent dans différentes familles politiques. Elle n'a donc pas vocation à nourrir la polémique politique qui s'est ouverte au sein de la gauche.

Le plus urgent pour la C.g.t., c'est de mobiliser massivement les travailleurs sur des propositions et solutions telles qu'elles sont rappelées dans « le Peuple » n° 1016.

Ce serait là une contribution importante pour que dès 1978 vive le Programme commun.

Telle est ma conviction. Je l'ai exprimée avec force et sérénité pour participer à la réflexion collective engagée dans mes instances syndicales. D'autres militants, syndiqués, ont exprimé la leur. Le débat se poursuit. La C.g.t. ne peut qu'en sortir renforcée.

JACQUES BEGUE

membre de la C.e. du syndicat
C.g.t. des bureaux-gares,
secrétaire adjoint de la section
de tri P.t.t. de Paris-Saint-Lazare

→

grande majorité des travailleurs trouveraient inacceptable qu'un parti de gauche, refusant de partager des responsabilités gouvernementales dont il n'aurait pas la maîtrise, laisse finalement la droite gouverner un pays qui aurait voté à gauche. Il est seulement dommage, pour le progrès de l'autonomie du mouvement syndical, que nous ayons été la seule organisation syndicale à défendre cette position. Il est dommage qu'une aspiration partagée par la plupart des travailleurs n'ait pas été reprise par la C.g.t.

Cela dit, il semble que nous ayons été entendus. Le P.c. paraît avoir modifié une tactique que nous jugions désastreuse. Il affirme aujourd'hui qu'il y aura des ministres communistes dans un gouvernement de gauche. Bien sûr, ce changement d'attitude devra être confirmé : la position précise du P.c. avant le second tour sonnera l'heure de vérité. Mais nous ne croyons pas que le P.c. cherchera à échapper à ses responsabilités en cas de victoire de la gauche. Si cela devait arriver, cela aurait des conséquences extrêmement graves pour les travailleurs — et, par ricochet, sur les relations entre la C.f.d.t. et les communistes. Quiconque ferait un tel choix aurait, inévitablement, à rendre des comptes.

Nous ne sommes pas inquiets, car nous sommes réalistes. Avec un gouvernement de gauche uni, et un mouvement syndical mobilisé, il sera déjà très difficile de contrecarrer les réactions patronales, de réaliser des transformations fondamentales, de satisfaire les revendications prioritaires, de dépasser la crise... Nous pensons que toutes les forces de gauche sont conscientes, comme nous, de cette évidence : que l'un des éléments vienne à manquer, que la mobilisation syndicale ne soit pas assez forte, ou qu'un parti de gauche flanche, et le chemin ne pourra pas être parcouru jusqu'au bout.

C'est pourquoi le conseil national a accordé la priorité à l'union. Ainsi, notre soutien sans ambages à toutes les forces de gauche exclut ceux qui, à l'exemple des groupes d'ultra-gauche ou des écologistes-centristes, refusent l'union des forces populaires.

Interview recueillie par
MICHELE KESPI

FEN : LES OUVERTURES D'ANDRE HENRY

Fort d'une progression de son courant, André Henry a pu se permettre quelques ouvertures vers sa minorité, non sans avoir au préalable sévèrement condamné l'attitude du P.c.

De notre envoyé spécial

« Pourquoi le congrès de la Fen serait-il nécessairement un lieu d'affrontements, pourquoi pas un lieu de débats ? » C'est ce que disait, mardi soir, le secrétaire général André Henry au terme d'une journée de débats sur le rapport moral qu'il avait présenté la veille. Une journée où, en effet, contrairement aux années passées, les « chers professeurs » avaient surtout fait dans la nuance et le sous-entendu.

Une telle situation, au demeurant, était prévisible (voir « l'Unité » n° 280). Fort d'une progression probable — et qui, quoique limitée, est effectivement intervenue (1) — André Henry avait pu, lundi, se payer le luxe de faire aux minoritaires regroupés dans Unité et action un certain nombre d'ouvertures. Et cela tout en fustigeant en termes sévères l'attitude actuelle du P.c.f., dont beaucoup des leaders d'Unité et action sont membres. A défaut d'appuyer le Programme commun — ce qui, selon sa conception, n'est pas son rôle — la Fen s'est toujours, en effet, prononcée pour la discipline républicaine au second tour. Et mardi en fin de soirée, André Henry devait revenir à la charge, déclarant en substance : « Les syndiqués attendent avec un immense espoir la victoire des forces de progrès. En leur nom, réclamons ensemble le désistement au second tour. »

Mais la bergère avait par avance répondu à son berger par la voix de M. Corre, responsable Unité et action des Côtes-du-Nord : « Contrairement à ceux qui ne se préoccupent aujourd'hui que du désistement pour le second tour, qui substituent un souci de tactique électorale à la volonté d'exercer une pression syndicale pour que soit conclu un accord sur le contenu d'un programme commun conforme à nos exigences revendicatives (...), nous appelons à renforcer l'action (...) pour contraindre les partis de gauche à la prise en compte de nos revendications et pour leur imposer de s'entendre afin de se donner ensemble les moyens de les satisfaire durablement. » On peut certes considérer ce laborieux galimatias comme la version expurgée du « bon-programme-commun-bien-actualisé » ; on n'appréciera pas moins la distance qui sépare ce langage de celui d'un Georges Séguy. Elle s'explique d'ailleurs objectivement (voir l'article ci-contre).

Quant aux ouvertures d'André Henry, elles se résumaient en gros à deux appels. L'un s'adressait aux enseignants du second degré, qui forment les gros bataillons d'Unité et action majoritaires dans leur syndicat (le Snes) : « Je suis convaincu qu'en considérant le projet éducatif de la Fen tel qu'il est, nous pourrions ensemble (...) mettre en avant les revendications essentielles sur lesquelles nous sommes d'accord. (...) Depuis le congrès de Grenoble (1976) bien des rapprochements ont eu lieu, bien des incompréhensions ont disparu, bien des oppositions se sont atténuées (...). Nous disposons d'une base, travaillons ensemble à l'enrichir. » L'autre s'adressait aux minoritaires dans leur ensemble : « Réunissons-nous dès le printemps pour faire le départ entre les problèmes politiques généraux qui touchent directement à notre orientation et ceux qui peuvent faire l'objet de débats d'une autre nature, sans que nous ayons à retrouver sans cesse les mêmes oppositions de principe. » Cette seconde ouverture a été assortie d'une proposition concrète : la création d'une tribune libre à thèmes déterminés dans le mensuel de la Fen.

Ces appels seront-ils entendus ? La suite du congrès le dira. Est-ce beaucoup s'avancer pourtant que de présumer qu'il y a peu de chances qu'il en soit ainsi parce que ce n'est pas dans les moments de perplexité qu'on saisit les balles au bond, à supposer qu'on ait envie de les saisir.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Le rapport moral d'André Henry a en effet été approuvé par 57,92 % des mandats contre 56.08 % en 1976.

18% SEULEMENT POUR LE "BON CHOIX"

LES enseignants votent à gauche : cela semble être une donnée constante de notre histoire politique. Cela a toujours été vrai pour les instituteurs issus des écoles normales, nourris de tradition laïque et républicaine, restés fidèles à la S.f.i.o. dans les pires moments. Cela l'était en réalité beaucoup moins dans l'enseignement secondaire : la droite, le Parti communiste et le gauchisme s'y partageaient un milieu formé à l'Université, où l'implantation socialiste était faible et reste récente. Le sondage Sofres publié ce mois-ci dans « le Monde de l'Education » montre que, sur les 70 % des enseignants qui s'apprêtent à voter à gauche, 45 % voteront pour le P.s., 15 % pour le P.c., 9 % pour l'extrême gauche, 1 % pour le M.r.g. Les enseignants ne sont que 18 % à se prononcer pour la droite. René Haby, qui a voulu faire d'eux les boucs émissaires de sa politique, n'a pas dû être surpris du résultat.

Tout en renforçant son influence dans le premier degré, où il recueillera 46 % des voix, le P.s. fait une percée spectaculaire dans le second degré, où il recueille 47 % des voix.

La répartition de cet électorat socialiste n'a pas fini de faire couler de l'encre au moment où se tient à Nantes le congrès de la Fen. En effet, si le Parti socialiste fait le plein des voix des adhérents de la tendance U.i.d., il dépasse le Parti communiste avec 49 % des voix contre 40 % au sein de la tendance Unité et action, pourtant très contrôlée par celui-ci. Comme à la C.g.t. l'électorat unitaire se détache massivement du Parti communiste, jugé sévèrement pour son attitude polémique envers le P.s., mais aussi à cause de l'ambiguïté de ses positions sur la nationalisation de l'enseignement privé. On comprend que la direction à majorité communiste du Snes — dont les adhérents se prononcent à 55 % pour le P.s., contre 26 % pour le P.c. — n'ait pas voulu s'engager dans la polémique avec le P.s. L'impact des propositions socialistes pourrait bien constituer une donnée nouvelle du syndicalisme enseignant.

L'électorat enseignant du Parti socialiste représente, au-delà des clivages traditionnels, une capacité de mobilisation pour les idées socialistes qui pèsera de tout son poids dans la campagne électorale au moment où le « Plan socialiste pour l'Education nationale », publié sous le titre « Libérer l'école », est popularisé par les candidats socialistes non seulement auprès des enseignants, mais aussi auprès des parents d'élèves, chez qui il rencontre un écho qui déplaît fort à René Haby.

Ce sondage apporte la confirmation que le travail accompli dans ce secteur par les socialistes correspond bien à l'attente des enseignants. Dans l'immédiat, il reste encore à faire basculer les hésitants, en particulier les auxiliaires, vacataires ou remplaçants, qui se trouveraient en première ligne si la droite l'emportait de nouveau. Les « hussards noirs de la République » sont devenus une composante essentielle du « front de classes ».

GILLES CATOIRE

TUNISIE : L'AUTOMNE DU PATRIARCHE

Les « durs » qui entourent le « Combattant suprême » en plein gâtisme avaient besoin de sang pour empêcher la libéralisation du régime : 250 morts, des milliers de blessés et l'ombre de l'armée

Deux cent cinquante morts, plusieurs milliers de blessés (pour autant que l'on puisse savoir, dans un pays où la liberté n'est rien de moins que surveillée). Les derniers soubresauts du « Combattant suprême » coûtent cher. Tunis vient de connaître, en même temps que sa première grève générale depuis l'indépendance, les journées les plus noires et les plus sanglantes de sa jeune histoire.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : il s'agit, à n'en pas douter, d'un événement prévu et prémédité. Les « durs » qui entourent Habib Bourguiba mourant avaient besoin de sang pour empêcher la libéralisation du régime. Celle-ci ne pouvant en effet se poursuivre qu'au détriment de leur pouvoir personnel. Qu'on ne s'y trompe pas : cet affrontement dont la violence surprend est une étape logique dans la crise de succession qui secoue la Tunisie depuis de nombreux mois, voire quelques années. Depuis qu'il est clair que le « président à vie » — de plus en plus malade — finira par mourir...

L'ambiguïté demeure

Ceux qui doutent encore que les événements de jeudi 26 et vendredi 27 janvier étaient prémédités par le Pouvoir n'ont peut-être pas eu connaissance de la petite phrase prononcée par Bourguiba lui-même le 21 janvier dans l'un de ses rares moments de lucidité : « S'ils veulent la bagarre, ils l'auront ! »

Pendant de nombreuses années, Bourguiba a symbolisé la lutte de son peuple pour l'indépendance et une volonté tenace de faire à son pays une place originale dans le concert des nations arabes. Très profondément populaire, il avait choisi un chemin difficile, qui l'amenait à louvoyer au plus près — et non sans habileté — entre les écueils de toutes sortes dressés sur la route des jeunes pays.

A l'extérieur, il a toujours mené une politique résolument pro-occidentale : ainsi la Tunisie est-elle l'un des rares pays qui n'ont jamais condamné la guerre menée par les Américains au Vietnam. Mais il est parvenu à ce que l'on ne considère pas son pays comme un de ces valets qu'entretient l'impérialisme de par le monde. A l'intérieur, Bourguiba a longtemps hésité entre le libéralisme économique et certaines mesures socialisantes : c'est le libéralisme qui l'a emporté, entraînant le développement d'une bourgeoisie fort privilégiée. Mais l'ambiguïté demeure aux yeux de certains et, si les inégalités sont considérables en Tunisie, la population a bénéficié, par exemple, d'un niveau d'éducation scolaire particulièrement élevé. Dans le domaine politique, enfin, si le régime fonctionne sur la base de la formule d'un « président à vie », d'un parti et d'un syndicat uniques, d'une presse très largement surveillée, si les arrestations arbitraires et les tortures ne sont pas absentes, une certaine ambiance de libéralisme flottait encore récemment à la terrasse des cafés, où l'on avait l'habitude, tout en respectant certaines règles d'élémentaire prudence, de critiquer le système et ses tenants.

La Tunisie a, pour toutes ces raisons, longtemps fait figure d'un pays à part, auquel beaucoup de socialistes vouaient une certaine sympathie. Mais, depuis un an, la situation s'est à la fois détériorée et éclaircie sous la pression de deux crises mêlées et convergentes : l'aggravation de la situation économique et les difficultés dues à la succession.

Janvier 1977 est une étape importante dans l'histoire de la Tunisie. Le passage au Ve Plan impliquait une paix sociale véritable, Bourguiba et son Premier ministre Hedi Nouira semblaient choisir de faire évoluer le régime dans le sens de la libéralisation. Le 19 janvier, un « pacte social » était signé entre le gouvernement et l'Union générale des travailleurs tunisiens ((U.g.t.t.). Une augmentation de 33 % du salaire minimum était accordée en échange d'une exhortation au développement de la production et de la productivité. On commence à parler de changement démocratique, à demander l'amnistie, la suppression de la torture, etc. Le Mouvement d'unité populaire (socialisant) de l'ancien ministre Ben Salah lance un programme en cinq points. Au gouvernement, les camps se dessinent plus nettement entre les partisans d'une libéralisation graduelle et les adversaires de tout changement.

L'année 1977 sera marquée par l'avancée des « durs » et le développement d'un important mouvement de contestation populaire. En février, l'université connaît quelques troubles, réprimés avec une violence inhabituelle. Au début de mars, de nombreux militants du M.u.p. sont arrêtés. Mais, au lieu de faire peur, la répression provoque un mouvement de grèves tournantes. Le procès qui débute le 13 juin est l'occasion de retentissantes plaidoiries sur le thème « démocratie et libertés ». Il sert de catalyseur au mouvement qui demande un « changement démocratique ». Le Pouvoir est obligé de faire quelques concessions, et l'on assiste à la création d'une Ligue des droits de l'homme et d'un Conseil national des libertés.

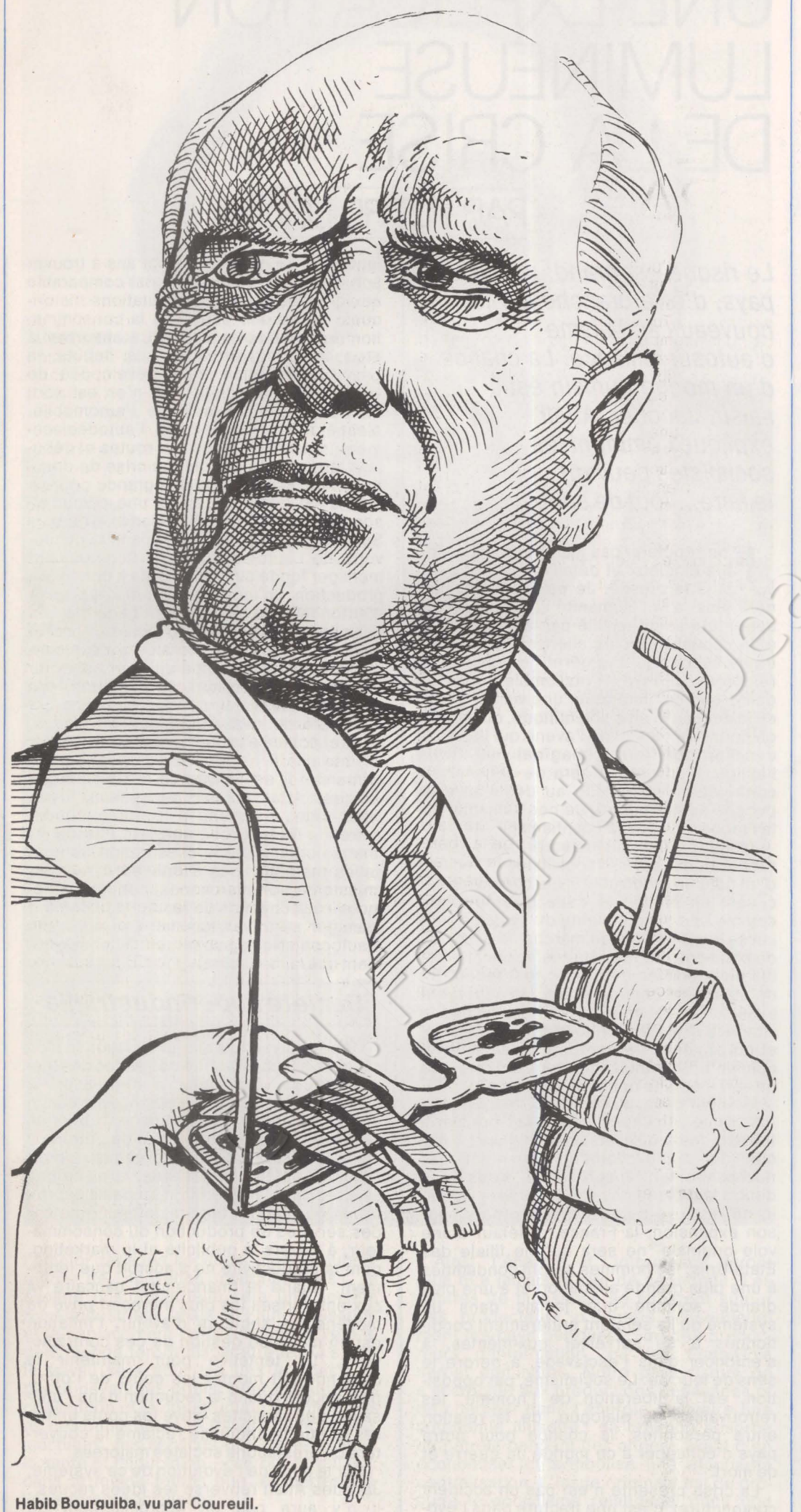
Apparition de l'armée

Le mois d'août est marqué par la flambée des prix. Après le Ramadan, la consommation augmente en Tunisie, la population est donc particulièrement sensible au coût des produits alimentaires. La situation est jugée d'autant plus inadmissible cette fois-ci que, pour maintenir leurs marges bénéficiaires, certains producteurs vont jusqu'à détruire des stocks de nourriture. L'U.g.t.t. prend conscience qu'il ne suffit pas d'augmenter les salaires, si les prix montent plus vite qu'eux. Elle commence à mettre en question la politique d'ensemble du gouvernement. Le 15 septembre, sa commission administrative — en même temps qu'elle proteste contre la cherté de la vie — manifeste son attachement aux libertés démocratiques et syndicales. Le Pouvoir entreprend une campagne de presse virulente contre l'U.g.t.t.

Le 10 octobre marque une nouvelle étape, qui apparaît décisive aujourd'hui : l'apparition de l'armée dans les tâches de







Habib Bourguiba, vu par Coureuil.

répression. Une grève avait éclaté dans la ville de Ksar-Hellal (où était né le Parti socialiste destourien) et, la population s'étant solidarisée avec les grévistes, le gouvernement envoie la troupe sans l'accord du ministre de l'intérieur, Belkhodja, réputé libéral. La répression est féroce : des centaines de personnes sont arrêtées. La décision avait été prise par l'un des « durs » du régime, le ministre de la Défense, Abdellah Farhat, avec l'accord de Habib Bourguiba et de son Premier ministre.

L'U.g.t.t. contre les « durs »

Les protagonistes de l'affrontement qui devait conduire aux massacres du 26 janvier dernier sont maintenant clairement définis. Il y a, d'un côté, les « durs » du régime : Nouira, Farhat et le « directeur du parti », Saïah. Ils ne veulent rien céder. Profitant d'un voyage en France du ministre de l'Intérieur qui s'était refusé à réprimer les manifestants de Ksar-Hellal, ils montent, un matin de décembre, une véritable opération de commando, occupent ses bureaux en rentrant par une porte dérobée et annoncent la nomination à sa place d'un des leurs, Dhaoui Hannablia. Des militaires sont placés à la tête de la Sûreté nationale et des services de renseignements. En réponse à ce coup de force, six ministres démissionnent.

Bourguiba est obligé de procéder à un remaniement ministériel qui lui permet de faire entrer de nouveau son fils au gouvernement. Le mécanisme de la succession semble se mettre en place au profit d'éléments particulièrement antidémocrates et, fait nouveau, liés à l'armée — qui, après avoir été totalement absente de la scène politique, bénéficie depuis un an et demi de traitements de faveurs accordés par Nouira et Fahrat.

Mais, face aux « durs » du régime, se dresse une organisation importante (500 000 membres) et qui se politise : l'U.g.t.t. Longtemps dépendant du parti unique, le syndicat prend son autonomie sous la pression de la crise économique.

→



Dans un pays où l'opposition a du mal à se développer, alors que Bourguida a pris soin depuis dix ans d'éliminer tour à tour chacun de ses successeurs possibles, le syndicat apparaît comme une force (la seule) populaire, organisée, susceptible de catalyser l'opposition démocratique et sociale au durcissement du régime.

Le 10 janvier, Habib Achour, secrétaire général de l'U.g.t.t., démissionne du bureau politique du P.s.d. Le principe d'une grève générale est retenu, sans qu'une date soit fixée. Le 23, le responsable des syndicats de Sfax est arrêté. Dans tout le pays, les milices du parti s'en prennent aux locaux syndicaux. La provocation se développe. L'U.g.t.t. doit faire face : la grève aura lieu le 26. En pleine crise, l'armée tunisienne a reçu (le 17 janvier) une importante délégation française, présidée par le général Méry, et Nouira est venu chercher des assurances à Paris juste avant le départ de Giscard pour la Côte-d'Ivoire...

Deux cent cinquante morts et plusieurs milliers de blessés ! A qui la faute ? Il est certain que les éléments les plus pauvres des bidonvilles de Tunis ont débordé les organisateurs de la grève : la moitié de la population a moins de vingt ans, et plus de 70 % des jeunes sont au chômage. Un baril de poudre qui n'attendait que sa mèche. L'U.g.t.t. a sans doute manqué de clairvoyance politique. Mais pouvait-elle échapper au piège ? Des provocateurs payés 10 dinars la journée avaient commencé à brûler des vitrines dès le 25. Ils ont continué d'agir dans la journée du 26. L'armée a beau dire que les manifestants ont tiré les premiers, comment explique-t-elle qu'il n'y ait que deux morts parmi les forces de l'ordre ? Comment justifie-t-elle l'exécution à bout portant d'un enfant, comme plusieurs témoins l'ont rapporté ?

Apparemment, les durs l'ont donc emporté. Outre le traumatisme créé — des milliers d'arrestations ont eu lieu — le gouvernement peut « réorganiser » l'U.g.t.t. dont il vient d'interner onze dirigeants sur douze. Le changement démocratique semble plus lointain que jamais. La rupture entre le peuple et le Pouvoir est totale. Mais a-t-on déjà vu une armée se lancer dans la politique pour d'autres que pour elle-même ? C'est une question que commencent à se poser certains membres de l'entourage immédiat de Bourguiba. Ainsi sa femme Wassila, qui joue un rôle important, vient-elle de faire savoir — après avoir visité les hôpitaux — qu'elle condamnait la répression. Nouira lui-même, interviewé à T.f. 1 lundi dernier, s'est défendu d'avoir donné l'ordre de tirer, en laissant l'entière responsabilité à « ceux qui ont le pouvoir sur le terrain » : les militaires. Ceux-là mêmes qu'il a tout fait, avec d'autres, pour installer sur le devant de la scène depuis plusieurs mois.

FRANCIS PISANI

UNE EXPLICATION LUMINEUSE DE LA CRISE

PAR PIERRE URI

Le risque est grand, pour notre pays, d'être branché sur le nouveau capitalisme d'autosurveillance. La chance d'un monde humain est à saisir. Jacques Attali explique comment les socialistes peuvent le faire... tout de suite

Je ne répéterai pas ici les comptes rendus élogieux et détaillés qui ont paru dans la presse. Je ne répondrai pas non plus à « l'Humanité » accusant un auteur qui se dit terrifié par la perspective d'un capitalisme plus aliénant que jamais de ne songer qu'à le gérer, le servir et le renforcer. Ce livre (1) rassemble un survol de l'évolution historique, une vision, à jour de la pensée la plus scientifique, du monde où nous sommes et de l'avenir qui l'attend, des propositions imaginatives pour l'action. Mon propos sera de dégager sa contribution essentielle au débat et à la pensée de notre parti, de nos militants, de la France qui nous fait confiance.

Jacques Attali fait ressortir des raisons renouvelées d'être socialiste. Il écarte d'un côté un credo libéral qui considère les crises, en particulier celle d'aujourd'hui, comme une simple panne du système : on laisse jouer les lois du marché, la pression du chômage sur les salaires, les faillites et les perspectives de profit ; tout repartirait de soi-même comme avant. Mais il écarte aussi un marxisme qui voit dans chaque virage le signe d'un effondrement général, et qui annonce l'avènement du socialisme comme un aboutissement inéluctable : ce ne serait qu'une question de temps.

L'auteur pèse, au contraire, l'expérience historique : le capitalisme a fait preuve, à travers des bouleversements d'une capacité de renouvellement qui n'est pas nécessairement à son terme. Nous voici donc à la croisée des chemins. Si le capitalisme retrouve de nouveaux moteurs pour son expansion, la France, à défaut d'une voie originale, ne sera qu'une filiale des Etats-Unis, les hommes seront condamnés à une plus grande aliénation et à une plus grande solitude que jamais dans un système où ils seraient entièrement conditionnés à se surveiller eux-mêmes, à s'enfoncer dans l'esclavage, à perdre le sens de leur vie. Le socialisme, par opposition, est la libération de l'homme, les retrouvailles du dialogue, de la relation entre personnes, la chance pour notre pays d'échapper à ce monde de guerre et de mort.

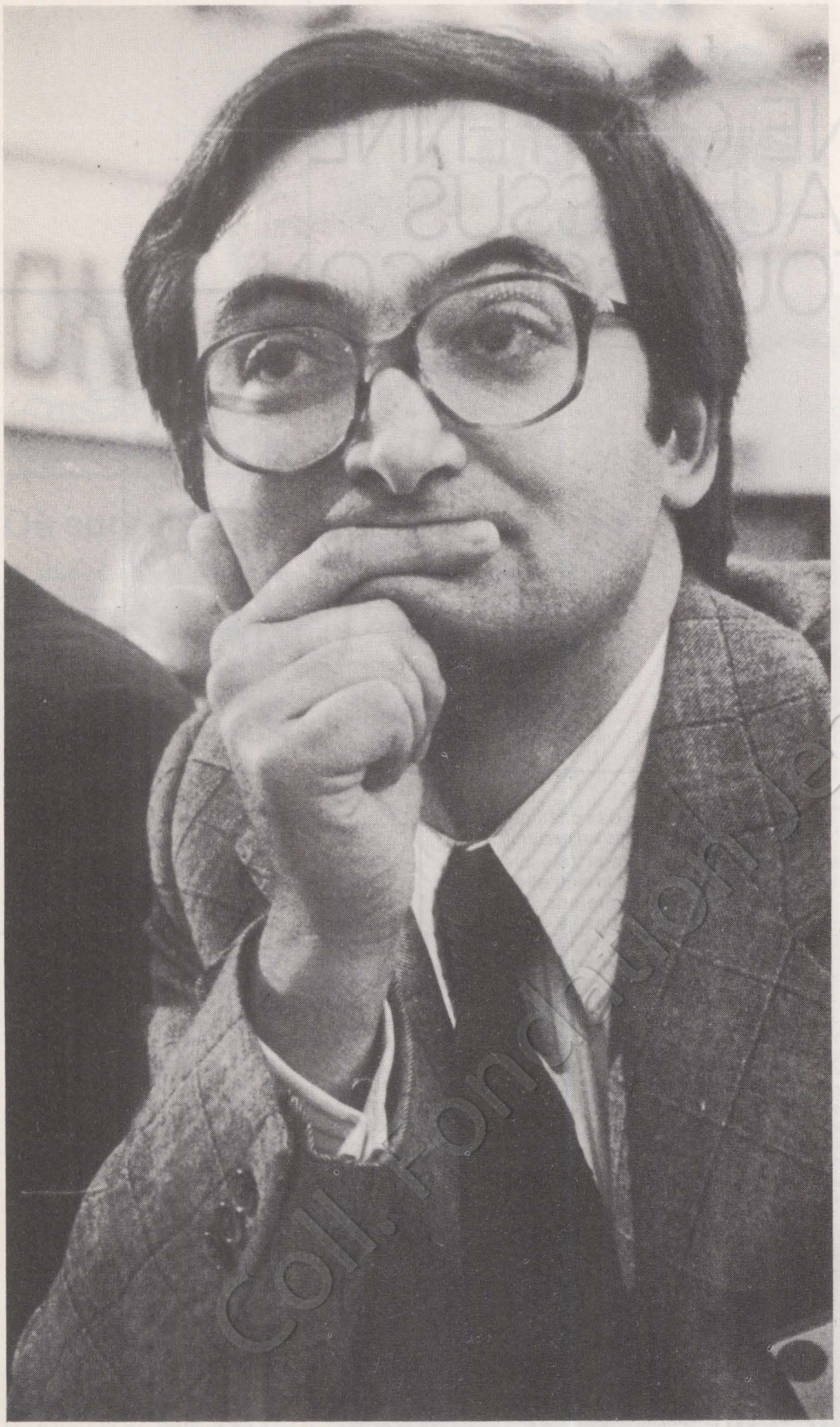
La crise présente n'est pas un accident conjoncturel, c'est une fracture dans l'évolution qui peut prendre vingt ans à trouver son issue redoutable. Elle est comparable aux grandes et longues mutations historiques. Après une phase où la consommation des privilégiés suffisait à absorber la production industrielle à ses débuts, la crise d'installation s'est développée de 1870 à 1896 ; le capitalisme n'en est sorti que par la découverte de l'automobile, c'est-à-dire le moyen de l'autodéplacement, rendant sa place aux routes et débutant le règne du pétrole. La crise de domination qui accompagnait la grande dépression s'est dénouée, après une combinaison de destruction et de relance lors de la Seconde Guerre mondiale, dans la découverte de l'auto-entretien où l'équipement ménager fondé sur l'électricité a donné à la production un nouveau souffle. La crise d'autonomie ne se dénouerait à terme que dans l'autosurveillance où chacun, accablé par l'anxiété que sécréterait et qu'exploiterait le pouvoir, s'équiperait pour contrôler constamment sa santé, sa formation, son conformisme.

La clef de ces révolutions profondes, c'est que, face à la production de l'offre par le travail, il faut une production de demande. C'est là que se situent ce que Jacques Attali appelle les réseaux, relations non marchandes, infrastructures, entretien de la force de travail. L'issue de chaque crise a été la substitution de nouvelles marchandises à des services marchands ou non marchands, comme l'automobile aux chemins de fer ou l'équipement ménager au travail familial. Les appareils d'autocontrôle se substituent à l'enseignement et à la médecine.

Société hyperindustrielle

Cette analyse fournit l'explication la plus claire et la plus profonde de l'échec des thérapeutiques classiques à redresser la situation où le monde est plongé, le cumul de l'inflation et du chômage. La crise remonte bien avant la hausse du pétrole. Il fallait de plus en plus de capitaux pour assurer la même croissance, la place des salaires dans la répartition tendait à décroître, la demande n'était maintenue que par des services de production du consommateur, à travers la publicité et le marketing, dont la productivité ne s'accroît que lentement. Quand le financement bancaire va aux entreprises les plus mûres et prive de moyens les secteurs d'avenir, l'inflation est un mode de gestion de ces contradictions. La tentative pour maintenir la demande fait monter les coûts de l'offre, plus encore quand la réduction dans l'utilisation des capacités élève les coûts unitaires et que le chômage réclame la couverture de prestations sociales majorées.

Sur le sens de l'évolution de ce système, Jacques Attali renverse les idées reçues : il n'y aura pas un accroissement de



l'emploi dans les services, mais la substitution de nouvelles marchandises ; la société postindustrielle sera une société hyperindustrielle, mais où l'automatisation et le déplacement de la production vers le tiers monde feront disparaître les O.s., où le travail sera pour les uns le spectacle passif devant les outils, pour les autres la conception et la construction des matrices de ces outils neufs. A travers de nouvelles machines, les services publics — comme la santé et l'éducation — seront privatisés, dans le même temps que les pertes privées seront socialisées.

Ainsi, l'énergie et l'information seront plus que jamais la clef de ce monde. Les centres de puissance se situeront autour des producteurs d'énergie, essentiellement les pays pétroliers, ou des producteurs d'information, où les Etats-Unis seront dominants. Notre pays risque de s'accrocher aux productions dépassées et de chercher dans l'énergie nucléaire une autonomie illusoire : sa création absorbe du pétrole pendant des années avant d'en économiser et symbolise une étouffante centralisation. L'issue originale est de produire le socialisme relationnel dans une stratégie économe en énergie et en matières premières, axée sur les filières porteuses d'avenir, et développant les instruments financiers et institutionnels d'une décentralisation résolue. La décentralisation doit être la règle, la centralisation l'exception, l'Etat assurant la cohérence. La planification est un va-et-vient, le crédit confie aux emprunteurs la responsabilité de servir des objectifs d'intérêt général sous peine de non-renouvellement, la fiscalité regroupe autour du revenu et des actifs les contributions des ménages et des entreprises aussi bien aux dépenses collectives qu'aux charges sociales.

L'offre ou la demande

La différence entre le capitalisme et le socialisme n'est pas seulement dans la répartition des revenus ou la taille du secteur public. Le tout est de savoir si c'est l'offre qui produit la demande ou, avec le socialisme, la demande qui va contrôler l'offre. Le changement des hiérarchies de revenus exige une nouvelle échelle des valeurs, suivant la contribution de chacun à la société. Les nationalisations ne sont pas celles que viendra à souhaiter le capitalisme lui-même, c'est-à-dire la socialisation des pertes dans les secteurs en déclin : ce doit être la prise en main des firmes dominantes qui commandent la demande d'investissement.

Dans le combat politique, trois grands groupes s'affronteront : les catégories attachées à l'ancien capitalisme ; les éléments moteurs du nouveau capitalisme orienté vers la société d'autosurveillance ; les citoyens qui aspirent au contrôle de leur propre vie, y compris les membres des deux premiers groupes pour qui la vision de la société future l'emporte sur la préoccupation immédiate du pouvoir. L'instauration du socialisme relationnel ne se fera pas en un jour. Une première phase assurera les instruments de l'autonomie, de la décentralisation, de la redistribution du pouvoir ; la deuxième phase recréera un nouveau plein-emploi à travers un abaissement de la durée du travail au cours de la vie, de nouvelles orientations productives, des services publics pour l'homme, le développement de la vie associative ; la troisième phase bénéficiera des réformes de l'éducation et de la santé qui assureront la domination de la demande sur l'offre, la nouvelle dynamique du développement.

Le risque est grand, pour notre pays, d'être branché sur le nouveau capitalisme d'autosurveillance. La chance d'un monde humain est à saisir. Les socialistes sauront mieux que jamais qu'il n'y a pas de temps à perdre, et qu'il faut gagner tout de suite.

(1) « La Nouvelle Economie française » (Flammarion, coll. « la Rose au poing »).

UNE CITOYENNE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Les électrices détenant 53 % des suffrages, il convient de les inciter, en douce, à prendre le droit chemin du « bon choix ». Star du ronronnant « Aujourd'hui Madame », Mme Tardif devrait servir de poisson-pilote



EN 1973, l'équipe d « Aujourd'hui Madame », dirigée, comme il se doit, par des hommes, découvrit l'oiseau rare : une Française type. Rondouillette, la trentaine, mariée, mère de quatre enfants, vouée aux tâches ménagères, Mme Arlette Tardif correspondait exactement à l'éternel féminin, tel que le petit écran le conçoit. Elle fut donc régulièrement invitée aux émissions, tantôt pour parler de la violence ou de la drogue, tantôt pour rencontrer des personnalités des arts, des lettres ou du beau monde comme la princesse Grace de de Monaco, autre femme modèle mais qui a moins de mérite à l'être.

A l'approche des élections législatives, toutes les émissions se politisent, y compris l'innocente « Aujourd'hui Madame ». Les électrices détenant 53 % des suffrages, il convient de les inciter, en douce, à prendre le droit chemin de la majorité giscardienne. Et qui, mieux que Mme Tardif, peut remplir ce rôle de poisson-pilote ? Devenue veuve et forcée de travailler pour élever une famille qui compte à présent six enfants, elle offre une image plus exemplaire encore. En outre, elle possède l'avantage exceptionnel d'avoir été élue conseillère municipale de Vitré, sur la liste patronnée par M. Méhaignerie, notre ministre de l'Agriculture. Ainsi incarne-t-elle simultanément la sagesse du foyer et le bon choix du président de la République.

Or — par quel maléfice ou par quelle trahison ? — voici que le portrait de cette « reine d'un jour », perd à l'antenne son caractère édifiant. Sous le feu des caméras, le tableau s'écaille, une vérité seconde transperce la première et la contredit. La faute n'en revient ni aux meneurs de jeux qui manipulent respectueusement leur sujet, ni à Mme Tardif qui s'applique, qui s'évertue à se montrer à la hauteur. Le coupable, c'est l'audio-visuel. Tant de vertus lui restent sur l'estomac ! Alors, il cherche, il fouine en quête d'une faille. Il guette la fausse note qui lui mettra la puce à l'oreille, et la saisit au vol, fût-ce au creux d'un silence. Il arrache les masques, éclaire l'envers du décor et débusque l'angoisse qui s'y dissimulait.

Interrogée sur son enfance, Mme Tardif se referme : « Mon père était maçon. Le dimanche, je recopiais des devis, des factures. C'était l'époque des châtiments corporels. Je préfère ne pas en parler. »

La peur voile ses yeux très bleus qui s'emplissent de larmes lorsqu'elle évoque son mari, mort à quarante ans : « La solitude, je ne la supporte pas, je vis avec. Je n'ai pas le choix. Vous me voyez, allant à des réunions où les gens se rendent en couple ? J'aurais l'impression d'être amputée. D'ailleurs, je ne sais pas m'amuser. Je n'ai jamais su. Des amis ? Non, je n'aime pas ce mot. J'ai des relations, je m'organise. Le travail pendant la journée. Les raccommodages le soir. Et pour la nuit, heureusement, il y a la lecture. »

Vite, tournons la page, abandonnons ces doléances, avant que les téléspectatrices ne découvrent en Mme Tardif une semblable, une sœur, une victime. Docile, elle entonne un hymne à l'éternel féminin : « Non, je ne me sens pas déchoir quand j'ai la serpillière à la main. Bien sûr que les femmes ont tort de vouloir s'émanciper. Leur vocation, c'est d'être mère de famille. Mais, aujourd'hui, les jeunes ont honte d'être enceintes ! Parfois, j'ai peur que mes enfants ne m'échappent. On leur fourre de telles idées en tête ! L'autre jour, ma fille voulait faire du rugby ! Et puis quoi encore ! »

Entraînée par son éloquence, elle dérape, sans même s'en apercevoir, et ses propos, ponctués de coups de menton catégoriques, nous livrent son désarroi. Oui, elle s'est fait élire, « pour agir efficacement au lieu de critiquer. Mais, quand on ne possède aucun pouvoir de décision, on demeure une figurante ». Oui, « la place des femmes est au foyer, jamais elles ne l'abandonneraient si elles en avaient les moyens ». Elle ajoute sur sa lancée : « Une femme seule est à la fois une femme et un homme... D'ailleurs, beaucoup d'hommes ne font pas le poids. » Oui, elle affiche le plus grand respect pour la discipline, pour l'ordre établi. Mais l'indignation couve lorsqu'elle décrit le sort des « petites grand-mères à 800 francs par mois » qu'elle va voir, au titre de l'Aide sociale.

Peu à peu, la réalité crève le camouflage et, quand Mme Tardif récite sa leçon à l'envers, elle réussit enfin à nous convaincre (A. ? le 9 février, à 14 heures).

GABRIELLE ROLIN

Y a d'l'abus !

Qui a dit que l'inflation s'élevait à 9 % en 1977 ? Raymond Barre, les journaux, la télé... Ils se sont tous trompés ! Dans son discours d'Auxerre, le président de la République les invite à refaire leurs calculs : « Si vous multipliez par quatre le taux d'augmentation du dernier trimestre, vous arrivez à 6 % pour l'année ». Mieux vaut encore multiplier par douze le taux d'augmentation de décembre, on n'atteint pas les 4 %, ou peut-être multiplier par trois cent soixante-cinq un bon indice enregistré un dimanche... Que pense le professeur Barre des astuces de l'élève Valéry ? (T.f. 1, le 26 janvier).

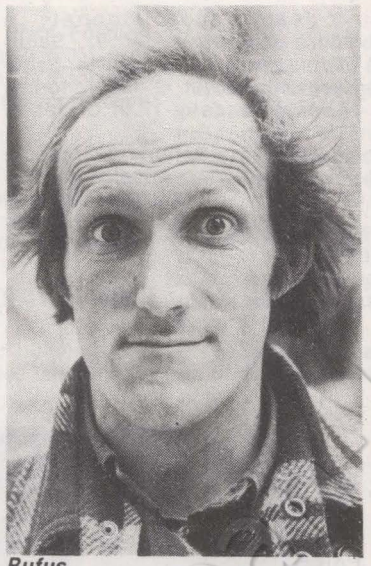
En marge des grands ténors politiques, Michel Jobert s'efforce de se tailler une petite place. Au speaker qui lui demandait : « Vous présenterez-vous ? », il fit cette répondre aigre-douce : « Si vous me trouvez une circonscription dans cette démocratie verrouillée, eh bien ! je me présenterai... » (F.r. 3, le 28 janvier). Allons. les gros, poussez-vous ! Votre ex-collègue danse d'un pied sur l'autre.

au risque de vous plaire

spectacles

Où sont-ils ?

* Michel Sohier : à Albertville le 3 février, Cavaillon le 4, Courchevel le 9, La Roche-Foron le 11. Bourg-Saint-Maurice le 15, Chalon-sur-Saône le 22 et Saint-Etienne le 23.
* Steve Lacy Quintet : à Montreuil le 11.
* Claude Marti : à Montreuil le 18.
* Roger Siffer : à Chilly-Mazarin le 4.
* Brigitte Fontaine et Areski : à Paris, au Lucernaire (53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e), du 8 au 28.
* Jacques Bertin : au Havre le 9, Chartres le 10, Massy le 11, Saint-Etienne le 23 et Nancy le 24.
* Claire : à Stains le 4, à Niort du 4 au 14 et Cérences le 15.
* Gilles Elbaz : à Caen le 7, Louvrain le 15, Bruxelles le 17 et Liège le 22.
* Le Workshop de Lyon : à Sceaux le 3, Lyon le 4, Saint-Cyr-l'Ecole le 11 et Valence le 15.
* Duo Levallet-Querlier : à Paris, à la Vieille-Grille, du 1er au 14 février.
* Rufus : à Paris, au Palais des Arts (325, rue Saint-Martin, 3e), du 7 au 12 février et du 21 au 26.
* Lény Escudéro : au Théâtre de Boulogne-Billancourt du 10 au 24 février.
* Alain Sachs : dans son spectacle pour un personnage « Ce soir je perce », à Paris, à la Cour des Miracles (23, avenue du Maine, 3e), jusqu'au 18 février.
* Antoine Candelas : à Paris, au Lucernaire, jusqu'au 20 février.
* Bruno Brel : à Paris, au Lucernaire, du 21 février au 14 mars.
* Catherine Ribeiro : à Lille le 3, Soisy-sous-Montmorency le 11, Bruxelles le 24, Liège le 26 et Nancy le 28.
* Alain Meilland : à Grenoble le 10, et Marseille du 15 au 19.
* Patrick Font et Philippe Val : à Béthune le 3, Lillers le 4, Les Mureaux le 10, Charleville le 11, Martigny le 14 et Dole le 15.



Rufus.

* Graeme Allwright, François Béranger, Roger Mason, Sammy Walker et Steve Waring : au Havre, le 25 février, pour un « Hommage à Woody Guthrie ».
* Le groupe irlandais Furey Brothers and Davey Arthur : à Bolbec le 3 et Dieppe le 4.
* Le Cuarteto Cedron : à Paris, au Théâtre de la Renaissance, jusqu'au 17 février.
* Maluraine, Patrick Boireau, spectacle Gaston Couté et Alain Jaunet : à Grenoble, du 7 au 10 février ; une manifestation organisée par le collectif « Fellap ».
* Jean-Paul Farré : au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, jusqu'au 4 mars.
* Inti Illimani : le groupe chilien est à Paris au Théâtre de la Ville du 21 février au 4 mars.
* Philippe Chatel : à Paris, à la Cour des Miracles, du 20 février au 7 mars.
* Roger Mason : à Yerres le 18 février.
* Claude Yvans et Danou : à Arles le 3 février, Toulon le 4, La Tour-du-Pin le 11, Pontivy le 16, Roanne le 21, Clermont-Ferrand les 24 et 25 et Rive-de-Gier le 28.
* Le groupe hongrois Kolinda : à Hénin-Beaumont le 3, Compiègne le 7, Creil le 8, Crépy-en-Valois le 9, Athis-Mons le 10, Le Pecq le 11, Limoges le 13, Brest le 15, Nantes le 16 et Poitiers le 17.
* Tri-Yann : à Suresnes le 4.
* Gilles Servat : à Toulon le 3, Grasse le 4, Montpellier le 5, Mon-

→

à ne pas manquer

Arion et ses secrets

A l'automne 1977, Arion nous donnait un joyau avec le volume I du piano à quatre mains de Schubert (cf. « l'Unité » du 18 novembre 1977) ; quelques mois auparavant, il nous avait fait découvrir le « Tancrède » de Rossini. Le voici qui nous propose trois sonates datant de la jeunesse de Mendelssohn où Christian Ivaldi (qui, avec Noël Lee, joua Schubert) fait merveille en retrouvant le climat d'un musicien qui se situe entre Beethoven et Chopin-Liszt (un disque ARN 3 8405).

De Joseph Haydn, Arion nous offre l'intégrale très rare des « Trios et Quatuors vocaux » qui datent de sa dernière période et annoncent le proche avenir du chant allemand (ARN 3 8403). Occasion de rappeler la diversité des musiques et productions d'Arion depuis l'enregistrement du dernier récital de Mme Taos Amrouche à Paris (ARN 34407) ou Haïti chanté par Toto Bissainthe (ARN 33380, cf. « l'Unité » du 24 septembre 1977), qui sera au Théâtre de la Ville du 25 au 29 avril, jusqu'à « l'Orgue de la Foire du Trône » (premier volume consacré à « l'Art de la musique mécanique », ARN 36410), en passant par le quatrième disque des « Musiciens de Provence » (ARN 34370). L'originalité est d'une double qualité lorsqu'on la sert avec qualité.

C.G.

«Cripure»

En décembre 1935, le prix Goncourt était attribué à Joseph Peyré pour « Sang et lumière ». Le roman qui allait marquer l'époque : « le Sang noir » de Louis Guilloux, n'obtenait qu'une voix. Aragon, Gide, Malraux, Nizan, Cassou et Dorgelès le saluèrent comme un chef-d'œuvre. Ils avaient raison. Ce livre vaut encore pour aujourd'hui parce que son auteur, à travers lui, se proposait de « rendre la vie plus légère ».



Marcel Maréchal et Tatiana Moukhine dans « Cripure ».

Louis Guilloux a tiré une version théâtrale de son roman, qu'il a intitulée « Cripure » et que Marcel Maréchal a créée en 1967 à Lyon. Fin 1977, à Marseille, Maréchal a repris la pièce. Il a présente en ce moment à Paris, à l'Espace Cardin, jusqu'au 11 février. Le message de rébellion et d'espoir de Guilloux est resté intact.

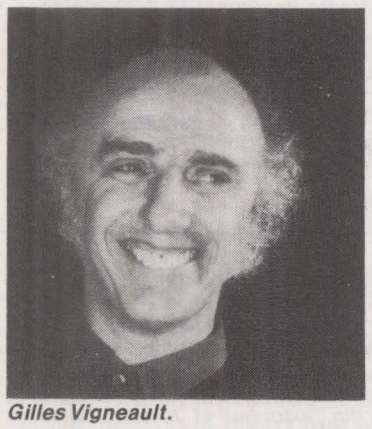
La révolte de Colette Piat

Colette Piat est avocate. Mais les effets de manche ne lui suffisent pas. Récemment, elle est partie en guerre contre les travers et les absurdités de son métier : « Une robe noire accuse » (Presses de la Cité) nous a fait connaître la polémiste courageuse. « Mémoires de Clotilde », qui sort ces jours chez Flammarion, nous révèle une femme rebelle.

Bien sûr, Colette Piat a donné une forme littéraire à son écriture. Bien sûr, son livre est un roman. Bien sûr, certains parleront de fantastique. Mais peut-on réduire à un simple exercice de style l'irruption d'un Indien d'Amazonie dans la vie d'une assistante sociale de Paris ? Il ne faut pas s'arrêter à la parabole : derrière l'intrigue, il y a le cri d'une femme qui met en question toute la grisaille de sa condition et tout le dérisoire de son quotidien.

Et si ce « ras-le-bol » de Clotilde n'était que la révolte de Colette Piat ? Au nom de toutes les Clotilde ?


Mama Béa Tékielski.


Gilles Vigneault.

tauban le 7, Bordeaux le 8, Merlevenez les 10 et 11, Amiens le 14, Belfort le 15, Sens le 17 et Gemblou le 28.

* Djamel Allam : à Saint-Chamond le 10.

* Imago : à Lyon le 9, Besançon le 15, Dijon le 16, Dole le 17, Eaubonne le 24 et Escaudain le 25.

* Mariane Sergent : à Aubervilliers le 11, Grenoble les 15, 16 et 17, Lille le 23, Le Havre le 24 et le 25.

* Anne Sylvestre : au Kremlin-Bicêtre le 7, Laon le 10, Le Mans le 11, Chalmont le 14, Strasbourg le 15, Vesoul le 16, Colmar le 17 et Levallois-Perret le 23.

* Bernard Lavilliers : au Mans le 10, Angoulême le 14, Poitiers le 15, Limoges le 16, Périgueux le 17, Tulle le 18, Cahors le 19, Tarbes le 20, Pau le 21, Bayonne le 22, Montauban le 23, Rodez le 24 et Castres le 25.

* Mama Béa Tékielski : à La Rochelle le 11, Béthune le 16, Lillers le 17, Besançon le 20, Bourg-en-Bresse le 21, Chambéry le 22, Lyon le 23, Saint-Etienne le 24, Montpellier le 25, Toulouse le 27 et Périgueux le 28.

* Joan-Pau Verdier : à Champigny les 3 et 4, Corbeil le 7, Périgueux le 9, Homécourt le 18 et Caen le 23.

* Una Ramos : à Bobigny le 17.

* Julos Beaucarne : à Hazebrouck le 23, Roubaix le 24 et Antony le 25.

* Félix Leclerc : à Saint-Leu le 3, Le Pecq le 4, Colombes le 5, Mulhouse le 7, Nancy le 8, Arlon le 9, Besançon le 10, Bourg-en-Bresse le 11, Grenoble le 14, Strasbourg le 16, Troyes le 17, Rambouillet le 18, La Flèche le 20, Pau le 21, Périgueux le 23, Poitiers le 24, Orléans le 25, Aurillac le 27 et Toulouse le 28.

* Gilles Vigneault : à Sochaux le 4.

* Jean-Claude Monnet : à Bourg-en-Bresse le 9, Saint-Etienne le 11, Annecy le 14, Saint-Hilaire-du-Touvet le 15, Voiron le 16, Annemasse le 17 et Cluzes le 18.

* Catherine Derain : à Grenoble les 3 et 4 février, Auxerre du 6 au 12, Grenoble du 13 au 21, Fontenay-aux-Roses le 22, Nancy les 24, 25 et 26, à Grenoble du 27 au 4 mars.



théâtre

PARIS

* **Théâtre de l'Est parisien : « Nekrassov », de Jean-Paul Sartre. Mise en scène de Georges Werler (du 7 février au 25 mars).**

« Un escroc se fait passer pour un ministre soviétique et fait des révélations sensationnelles à la grande presse à la veille d'une élection partielle... » Le résumé est de Sartre lui-même. En 1955, la pièce entraîna de violentes réactions et fut retirée de l'affiche du Théâtre Antoine. Elle n'a plus été jouée à Paris depuis.

* **Théâtre de l'Est parisien (petite salle) : « Théâtre de Chambre » de Michel Vinaver. Mise en scène de Jacques Lasalle (du 14 février au 18 mars).**

En fait, deux courtes pièces : « Dissident, il va sans dire » et « Nina, c'est autre chose ». Qui, sous l'apparence de la banalité quotidienne, révèlent les rapports de forces et de classes entre les individus.

* **Le Hangar (2, passage Hébrard, 10e) : « Turandot », de Bertolt Brecht, par le Théâtre-Tréteaux-Tribune (jusqu'au 12 février).**

La dernière pièce écrite par Brecht. Dont la fable est on ne peut plus claire : que peut la morale face aux sauvageries du capitalisme ?

* **Théâtre Oblique (76, rue de la Roquette, 11e) : « l'Ignorant et le fou », de Thomas Bernhard. Mise en scène d'Henri Ronse (du 14 février au 19 mars).**

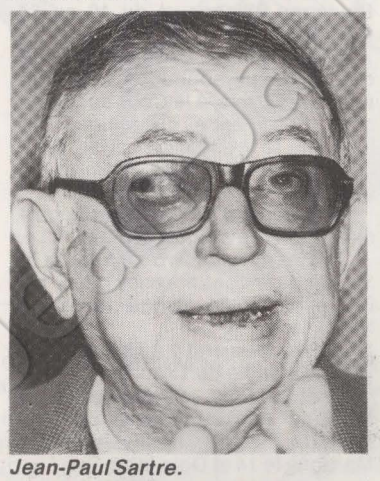
Le faste et le luxe contre la mort : on sait qui finira par vaincre. « Tout est ridicule quand on pense à la mort », dit Thomas Bernhard.

* **Café d'Edgar (58, boulevard Edgar-Quinet, 14e) : « Un bruit qui court... », de Dominique Bailly. Mise en scène d'Antoine Skaplink (depuis le 1er février).**

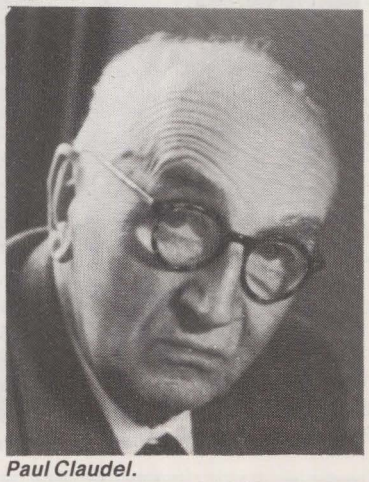
« Je sentais que j'avais une patte d'écrivain, alors je l'ai trempée dans l'encre... ». Ainsi est né le premier spectacle d'une femme-écrivain : Dominique Bailly.

* **Théâtre des 400 coups (74, rue du Cardinal-Lemoine, 5e) : « la Goutte », de Guy Foissy. Mise en scène de Jacques Seiler. Avec Claude Piéplu et Jacques Seiler.**


Heinrich Böll.


Jean-Paul Sartre.


Racine.


Paul Claudel.

Résumé de la trente-quatrième pièce de Foissy : « La nuit. Une goutte tombe... Mais où ? » Insolite et drôlerie garantis.

* **Café de la Gare (41, rue du Temple, 3e) : « Plantons sous la suie », de Claude Mann et Sotha.**

Une pseudo-comédie musicale pseudo-traditionnelle, mais revue et corrigée dans le vrai style du Café de la Gare. « Plantons sous la suie » ? Ah oui... « Chantons sous la pluie » ! La dérision est parfois un hommage déguisé...

BANLIEUE

* **Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philipe) : « le Petit Mahagony », de Bertolt Brecht. Mise en scène de Mireille Larroche (du 3 février au 5 mars).**

Mahagony est une cité paradisiaque qui a été créée pour « piéger » les hommes de la civilisation. Le bonheur de l'humanité pourrait-il être un self-service réglementé par la « pompe à phynance » du père Ubu ?

* **Aubervilliers (Théâtre de la Commune) : « le Pain dur », de Paul Claudel. Mise en scène de Dominique Quéhec (du 22 février au 1er mars).**

Quand Claudel consent à ne pas parler de Dieu, il lui arrive de comprendre quelque chose à la société des hommes : la bourgeoisie, l'argent, etc.

* **Clichy (Théâtre Rutebeuf, 16-18, allée Léon-Gambetta) : « l'Honneur perdu de Katharina Blum », d'après Heinrich Böll. Par l'Atelier de Création théâtrale (du 4 au 25 février).**

Le livre de Böll avait déjà été adapté pour l'écran. Le voici sur une scène. Il ne perd rien de son acuité politique : « comment peut naître la violence et où elle peut conduire ».

PROVINCE

* **Villeneuve-d'Ascq (Espace Rose des Vents) : « Sartre ». Mise en scène de Robert Gironès (du 3 au 9 février).**

Qui est Jean-Paul Sartre ? Ce montage de textes de Sartre, réalisé par Jeannette Colombel et dit par Gérard Guillaumat, tente de répondre.

* **Dijon (Théâtre du Parvis Saint-Jean) : « Gaspard le bon riche », de Claude Vercey. Mise en scène de Noël Jovignot (du 14 au 18 février).**

L'auteur est parti d'un livre de la comtesse de Ségur pour étudier les mentalités d'une société fondée sur une économie essentiellement agricole.

* **Lyon (Théâtre de la Reprise) : « Dialogues d'exilés », de Bertolt Brecht. Mise en scène d'Alain Halle-Halle (jusqu'au 11 février).**

Comprendre l'avenir à travers le passé. Brecht rappelle brutalement l'importance de l'Histoire et le rôle de la mémoire dans les progrès de l'humanité.

TOURNEES

* **« La fortune de Gaspard », d'après la comtesse de Ségur, par les Athévains. Adaptation et mise en scène d'Anne-Marie Lazarini et Viviane Théophilides.**

A Sartrouville le 3 février, Villepreux le 4, Chambéry le 6, Créteil le 8, Soissons le 9, Argenteuil le 10, Yerres le 11, Villepreux les 13 et 14, Colombes le 17, Dreux le 23 et Chartres le 24.

* **« Hola ! hé ! Sgnanarelle », de Guy Vassal, par le Théâtre populaire des Cévennes.**

A Frontignan le 3 février. Agde le 4. Lunel le 6. Castelnau-le-Lez le 7. Castries le 8. Montpellier le 9. Aigues-Mortes le 10. Saint-Gilles le 11. La Grand-Combe le 13. Bessèges le 14. Florac le 15. Uzès le 16. Saint-Ambroix le 17. Saint-Alban le 27 et Le Bleymard le 28.



livres

*** Briggite Massin : « Franz Schubert ». Fayard.**

Un ouvrage monumental. Shubert avait déjà eu des biographes importants, mais pas de cette ampleur. On se souvient qu'avec Jean Massin Brigitte Massin a écrit un « Mozart » et un « Beethoven » qui font référence. Hélas ! le prix du « Schubert » le rend inabordable. Mais comment faire quand on a consacré une décennie, sinon plus, à la recherche d'une œuvre et d'un compositeur aussi riches ? Une suggestion, si vous le pouvez, groupez-vous avec des amis et offrez-vous ce « Franz Schubert » achevé !

*** Rémi Jacobs : « Mendelssohn ». Le Seuil, coll. « Solfèges ».**

Aussi bizarre que cela paraisse, il semble que ce soit le premier livre en français sur Mendelssohn. Celui qui contribua à exhumer l'œuvre de Bach est lui-même à découvrir. Editeurs, il n'est jamais trop tard pour bien faire !

*** Musique en jeu (n° 28) : « Ethnomusicologie ». Le Seuil.**

Un ensemble très précieux et très neuf sur cette science de la musique des autres que les Français (enfin !) commencent à découvrir. Un sommaire complet et varié, qui emprunte à toutes les disciplines du moment.

*** Madeleine Gagnard : « l'Eveil musical de l'enfant ». Les Editions E.s.f.**

Parents, vous qui désirez entendre vos enfants gratter du violon ou de la guitare, souffler dans la clarinette ou le piston, frapper sur le tambour ou le piano ; vous qui désirez voir vos charmants bambins prendre le rythme, désirer le son et le mouvement ; vous tous qui savez (hélas !) le triste état de notre enseignement musical, courez à ce livre, Il vous aidera, et non en théorie(s) mais sur le plan pratique. Puisse Mme Gagnard être entendue du côté de l'Education nationale !



Mendelssohn, vu par Solo.



télévision

VENDREDI 3 FEVRIER

T.f. 1

Voyage au pays de l'abandon : une bouleversante visite aux enfants de la Maison départementale de Lille (18 h).

A. 2

Le roman en liberté : invité par Bernard Pivot, Félicien Marceau juge quatre collègues romanciers (21 h 35).

« White Zombie », film de Victor Halperin : la magie haïtienne transforme un jeune Américain en mort-vivant (22 h 50).

F.r. 3

Les batailles du quotidien : changer la vie, c'est d'abord changer le travail. Sociologues et syndicalistes nous disent comment (20 h 30).

Sur cette pierre, je bâtirai. Tailleur de pierre : un métier anachronique ? (21 h 30).

SAMEDI 4 FEVRIER

T.f. 1

« Le Chevalier aux cent huit étoiles »: huitième épisode du feuilleton japonais. Increvable, ce Dragon tatoué ! (21 h 30).



George Sand.



Elizabeth Taylor.



Orson Welles, vu par Solo.

A. 2

La nuit des césars : distribution des prix aux lauréats du cinéma français. Alain Delon sacré meilleur acteur, pourquoi pas Chirac ? (20 h 30).

F.r. 3

« Mauprat », de George Sand, adapté par Michel Mohrt : une femme libérée hésite à épouser un ancien combattant des armées de La Fayette (15 h 30).

« L'Invention de Morel », aventure de science-fiction : un nouveau Robinson découvre que son île est loin d'être déserte (20 h 30).

DIMANCHE 5 FEVRIER

T.f. 1

« L'Enigme du Chicago-Express », film de Richard Fleischer : au cours d'un voyage en train, un détective a le tort de flirter avec une suspecte (18 h 10).

Les animaux du monde... Si vous aimez les araignées et les fourmis-lions (19 h 25).

« Les Doigts croisés », film de Richard Clément : Marlène Jobert devient espionne par amour pour Kirk Douglas, agent secret (20 h 30).

Questionnaire : Maurice Duverger, maître absolu de la science politique (22 h).

A. 2

Un homme, un jour : Jiri Pelikan, ancien directeur de la radio tchèque, évoque le printemps de Prague (21 h 40).

F.r. 3

Le pays d'où je viens : le Nouveau Théâtre de Marseille s'installe dans la criée aux poissons (20 h 05).

Frédéric Dard, père spirituel de San Antonio, sur la sellette de l'Homme en question (21 h 35).

« L'Avventura », film d'Antonioni : au cours d'une croisière, une jeune femme disparaît. Le choc des années 60. (22 h 30).

LUNDI 6 FEVRIER

T.f. 1

« La Loi du Seigneur », film de William Wyler : le pacifiste Gary Cooper décide de se battre à son corps défendant (20 h 30).

A. 2

Spécial actualités : débat entre Gaston Defferre et Christian Bonnet (21 h 35).

Dehors, l'hiver : avant de partir en maison de retraite, un aimable vieux monsieur se penche sur son passé (22 h 25).

F.r. 3

« La Vénus au vison », film de Daniel Mann : Elizabeth Taylor, call-girl de luxe, vole le vison de l'épouse d'un client (20 h 30).

MARDI 7 FEVRIER

T.f. 1

« Othello », film d'Orson Welles, grand prix du festival de Cannes en 1952 (14 h 30).

Spécial événement : débat entre Michel Rocard et Jérôme Monod — ou quelque autre leader du R.p.r., mais on cherche en vain des amateurs (21 h 25).

Le carnaval des carnavals : pour ceux qui avaient manqué la Seine en fête, le 25 juin 1977 (20 h 30).

A. 2

Les Dossiers de l'écran : « Louis XI ou la Naissance d'un roi » : excellente reconstitution historique d'Alexandre Astruc pour servir de sujet de débat à une pléiade d'historiens (20 h 30).

F.r. 3

« La Main gauche du Seigneur », film d'Adler : déguisé en prêtre, Humphrey Bogart tente d'échapper aux Mongols (20 h 30).

MERCREDI 8 FEVRIER

T.f. 1

« Les Amours sous la révolution »: à la prison des Carmes, les généraux Hoche et Beauharnais se consolent dans les bras des belles (20 h 30).

A. 2

Cartes sur table : Elkabbach accueille Jacques Chirac (20 h 30).

« Racines », suite du feuilleton américain : séparé de sa fille, l'esclave Kunta voit rouge (21 h 40).

F.r. 3

« Soudain l'été dernier » : Tennessee Williams adapté par Mankiewicz. Elizabeth Taylor, rongée de secrètes obsessions, est soignée par Montgomery Clift (20 h 30).

JEUDI 9 FEVRIER

T.f. 1

Giscard, programmé sur A. 2, aspire en outre à T.f. 1. L'obtiendra-t-il ? Suspense (20 h 30).

« La Filière », sixième épisode du feuilleton de Gilles Perrault : la Gestapo marque des points (21 h 30).

A. 2

« Qui êtes-vous, Arlette Tardif ? » : une femme parle et se trahit (14 h). (Voir en page 30.)

« Le chemin du paradis » : Henry Garat tombe amoureux de Lilian Harvey, mais il a deux rivaux (15 h 05).

Giscard face aux journalistes : la France et le désarmement (20 h 30).

L'affaire Lafarge : Bellemare parviendra-t-il à réhabiliter une épouse déçue, suspectée d'avoir empoisonné son mari ? (21 h 30).

F.r. 3

Tribune libre : le Parti socialiste (19 h 40).

« Une Anglaise romantique », film de Joseph Losey : un gigolo vient troubler l'existence d'un couple britannique (20 h 30).

SECRETARIAT NATIONAL A LA FORMATION



LES COMPTES FANTASTIQUES

DE MM. GISCARD D'ESTAING, BARRE ET CHIRAC, LES PROMESSES DE LA DROITE

« J'indique dès maintenant au congrès socialiste et, par-delà le congrès socialiste, à l'opinion française que j'ai scrupuleusement — nous le publierons — relevé la totalité des promesses émises simplement depuis trois ans par les partis responsables, y compris par le président de la République, des promesses qui les engagent, des promesses qui ne sont pas suivies d'effet, comment cela s'appelle-t-il ? Trafic d'illusions ou mensonge ? Je ne les crois pas capables à ce point ! »

François Mitterrand
Congrès P.s. de Nantes, 19 juin 1977

Brochure établie sous la responsabilité du premier secrétaire. Sur le thème : « Ils ont dit, ils ont fait », un bilan des promesses non tenues de la droite, 128 p., 7 F.

BON DE COMMANDE

NOM .....

ADRESSE .....

.....

Veuillez m'adresser ..... exemplaire (s)
(7 F l'exemplaire - 5 F à partir de 100)
Ci-joint un chèque de ..... Francs.

A RETOURNER AU SECRETARIAT NATIONAL A LA FORMATION, 12 Cité Malesherbes 75009 PARIS.

SERVICE PARIS - SPECTACLES

La Fédération nationale Léo-Lagrange est en mesure de procurer des places à tarif réduit pour la plupart des spectacles parisiens : théâtre, concerts, variétés, sport.

Voici quelques prix (valables jusqu'au 10 octobre 1978) :

Atelier	41 F au lieu de 60 F
Châtelet	56 F au lieu de 80 F
Porgy and Bess	82 F au lieu de 110 F
	ou 62 F au lieu de 80 F
Holliday on ice	47 F au lieu de 80 F
	ou 40 F au lieu de 65 F
Porte-Saint-Martin	47 F au lieu de 60 F
Saint-Georges	45 F au lieu de 65 F

Pour les groupes de plus de dix personnes, nous consulter un mois à l'avance.
Toutes réservations : 824.63.01 (poste 47)

Petites annonces

Offres d'emploi

Ville de Toulouges (3 100 habitants), banlieue de Perpignan, recrute adjoint technique polyvalent par voie de mutation. Faire offre avec références et C.v. à M. le Maire, 66350 Toulouges.

Commune Dammarie-les-Lys recherche cuisinier juillet et août pour colonie à Thonac (Dordogne).
S'adresser à Olpafed, mairie, 77190 Dammarie-les-Lys. Tél. : 437-79-62.

Ville de Saint-Priest (69800), 40 000 habitants, banlieue est de Lyon, recherche un chef de service des sports, emploi accessible aux moniteurs d'éducation physique (1re et 2e catégorie). Adresser curriculum vitae et photo à M. le Maire.

Tavaux (Jura), 4 750 habitants, recrute d'urgence un contractuel diplômé de l'enseignement technique ou de l'A.n.e.m. (S.t.), possédant diplôme maître-nageur-sauveteur. Rémunération en fonction des aptitudes.
Ecrire avec C.v. à M. le Maire, 39500 Tavaux.

Ville de Juvisy-sur-Orge (classée 20 000/40 000 habitants) recherche d'urgence S.g.a. (expérience souhaitée), promotion possible S.g. 1979.
Adresser candidatures avec C.v. à M. le Maire, 91260 Juvisy-sur-Orge.

M.j.c. Montfermeil recrute permanent plein air. Expérience et connaissance fonctionnement M.j.c.
Adresser candidatures avec C.v. à M.j.c., 34, avenue Daniel-Perdrigé, 93370 Montfermeil.

Demande d'emploi

Assistant d'université, diplômé I.e.p. (service public) et sciences sociales, 29 ans, 4 ans de recherche, d'action et de formation sur la qualité de la vie urbaine à l'Institut européen d'écologie, recherche poste secrétaire général ou adjoint, ou tout poste de conception, animation et coordination, dans ville moyenne de province. Disponible, au plus tard, juillet 1978. Ecrire au journal.

S.E.C.
SOCIETE
D'ENTREPRISES
DE CANALISATIONS

145, avenue de Saint-Ouen,
75 - PARIS 17e.

Centre de travaux :
56 - LORIENT, 25, rue Brizeux.

Tous travaux de canalisations :

EAU - GAZ - ASSAINISSEMENTS
ETUDES ET PROJETS

S.A. au capital
de 2 000 000 de francs.

R.C. Seine 56 B 11-392

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

LA LIBERTE D'OPINION EST-ELLE MORTELLE ?



Chaque jour des hommes et des femmes, quelque part dans le monde sont jetés en prison, humiliés, torturés et parfois assassinés.

Leur unique crime est de ne pas avoir la race, la religion ou l'opinion politique de ceux qui les oppriment.
Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais en sont les victimes.

Amnesty International est un mouvement mondial, financièrement indépendant, sans appartenance politique ou religieuse.
Ses membres luttent pour la libération des prisonniers d'opinion, partout dans le monde, et pour l'abolition de la torture.
Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre.
Aidez-nous par vos dons.

Coll. Fondation Jaurès

AMNESTY INTERNATIONAL

section Française : 18, rue de Varenne - 75007 Paris.

Annonce conçue et réalisée gracieusement à l'initiative de l'agence Navarre & Associés.
L'illustration offerte par Topor, la photogravure par TB Reproduction et Quadri-Service, la typographie par Néotyp. L'espace par ce journal

Je tiens à contribuer à l'action d'Amnesty international en vous adressant un don : moins de 50 F ☐ 100 F ☐ 500 F ☐ et plus.

Nom (facultatif) _____ Adresse _____

_____ Code postal _____ Ville _____

J'adresse à l'ordre de Amnesty international/77 un chèque bancaire barré, un chèque postal ou virement CCP n° 3540860B La Source.

mieux vivre...



avec la SOCIETE RICARD une réalité

Une île sur la côte varoise : Les Embiez. Un centre de recherches : l'Observatoire de la Mer. Vous y verrez les « dents de la mer », les vraies. Le Dr Bombard vous en parlera. Savamment mais simplement. Vous y verrez aussi plus d'une centaine d'espèces –vivantes– qui peuplent la Méditerranée. Passionnant.

Mais vous ne ferez qu'apercevoir les équipes de chercheurs car ils sont dans leurs laboratoires, à moins qu'ils ne pataugent dans les salines ou fassent des observations par 40 mètres de fond. Ils font de l'aquaculture. Ils se battent contre la pollution. Cela demande de l'argent, beaucoup, mais surtout de la volonté et un certain état d'esprit.

La société Ricard, la meilleure amie de l'eau, suit avec intérêt les travaux de la Fondation Scientifique Ricard à laquelle elle apporte son concours et contribue ainsi au sauvetage de la Méditerranée. Pour qu'elle ne soit pas une poubelle. Pour que nos enfants n'héritent pas d'une mer morte.